



HADJ
Le Président ordonne de permettre à 2 000 citoyens de 70 ans et plus d'accomplir le pèlerinage

P.2



LE GÉNÉRAL D'ARMÉE SAÏD CHANEGRIHA, CHEF D'ÉTAT-MAJOR DE L'ANP, À L'ÉCOLE SUPÉRIEURE DE GUERRE :

« Les guerres modernes sont totalement différentes des guerres classiques »

P.3

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION // MERCREDI 26 AVRIL 2023 // N°545 // PRIX 20 DA // Directeur de la publication : ZAHIR MEHDAOUI

4^E ANNÉE CONSÉCUTIVE DE FAIBLE PLUVIOMÉTRIE
ET SAISON CÉRÉALIÈRE FORTEMENT IMPACTÉE

Course contre la montre pour endiguer l'insécurité hydrique

● Saïd Tafli, expert international en économie : « L'urgence d'une irrigation artificielle et d'une gestion scientifique de l'eau »

Lire en page 3



ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

La cote d'alerte !

P.16



FACE À LA PERSISTANCE
DE LA SÉCHERESSE

L'Etat a les yeux rivés sur les céréales

P.6

Le comédien Athmane Ariouat refuse une photo à trois milliards

P.2



Credit : Djilani Photo

GUERRE CIVILE AU SOUDAN

Début de l'opération d'évacuation des ressortissants algériens à partir de Khartoum

P.3



UN IMAM POIGNARDÉ À MAGHNIA

La direction des Affaires religieuses enquête

P.16





ATHMANE ARIOUAT REFUSE UNE PHOTO À 3 MILLIARDS
**ATHMANE ARIOUAT A-T-IL RÉELLEMENT REFUSÉ
TROIS MILLIARDS DE CENTIMES POUR UNE SÉANCE
PHOTO ?**

C'est pourtant ce qu'affirme le comédien «Ibrahim Irban». Intervenant sur les ondes d'une radio algérienne, le beau-fils de Salah Aougrout, Ibrahim Irban avait révélé que l'incontournable acteur avait décliné une rémunération colossale proposée par une agence de publicité, et ce pour une simple photo. «Après lui avoir proposé trois milliards pour une simple photo,



Ariouat a souri. J'ai cru qu'après cette réaction, il allait accepter, mais c'était le contraire», raconte la même sour-

ce. Les raisons ? Il avait simplement répondu «qu'il n'appartenait pas à ce domaine artistique».

PALESTINE : DES DIZAINES DE COLONS PRENNENT D'ASSAUT LA MOSQUÉE AL-AQSA

Des dizaines de colons ont pris d'assaut mardi, les cours de la mosquée d'Al Aqsa, sous la protection de la police sioniste, a rapporté l'agence de presse palestinienne Wafa. Les colons sionistes se sont introduits dans la mosquée du côté de la porte des Maghrébins et ont fait des marches provocatrices dans ses cours tout en effectuant des rituels talmudiques, tandis que la police d'occupation s'est déployée à l'intérieur d'Al Aqsa et à ses portes, pré-

cise Wafa, qui cite des sources locales. Lundi, plusieurs éléments de la police sioniste s'étaient introduits dans la mosquée du côté de Bab Al-Rahma, ont coupé ses fils électriques pour la deuxième fois consécutive et empêché les gardes d'Al-Aqsa d'y entrer. Des groupes successifs de colons s'étaient incrustés dans la mosquée et ont exécuté des rituels talmudiques au moment où la police d'occupation s'est déployée à l'intérieur de ce lieu saint et à ses portes.

LE CARICATURISTE SLIM SUR ORIENTXXI
ÉCRIRE L'HISTOIRE EN DESSINS DE PRESSE

Pendant près de quatre décennies, le dessinateur Slim a commenté l'actualité algérienne en dessin, notamment à travers son personnage fétiche Bouzid. Son ami Georges Wolinski n'avait pas tort quand il affirmait : « Si tu

veux connaître l'Algérie, lis les albums de Slim. » Sans être exhaustif, le dessinateur avait plongé son pinceau dans une réalité parfois surréaliste. Une des caractéristiques de Slim est sans doute sa capacité à mêler

comique et tragique. Comme si ses œuvres devaient incarner la locution « mieux vaut en rire ». Ce dernier a fait en quelque sorte office d'historien à travers son art, en faisant preuve d'une audace rare.

EXPANSION DANGEREUSE DE L'ÉTAT ISLAMIQUE DAESH AU SAHEL

Au prix de combats sanglants, de massacres et de déplacements de civils, le groupe Etat islamique au Grand Sahara (EIGS) est désormais en position de force dans le nord-est du Mali, qui sert de base à ses visées au Niger et au Burkina Faso. L'organisation djihadiste a étendu son contrôle dans l'immense zone reculée et aride dite "des trois frontières", à cheval sur ces trois pays sahéliens, en commettant de nombreuses exactions contre les civils. La prise de Tidermène, une localité située au nord de Ménaka début avril, est la dernière étape d'une offensive victorieuse débutée en 2022 contre ses rivaux du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans, le GSIM, affilié à Al-Qaïda. Les combats ont fait des centaines de morts civils, sans qu'il soit possible de donner leur nombre précis tant l'accès à la zone et à l'information est difficile. Seule la capitale régionale Ménaka leur échappe, sécurisée par l'armée malienne, les Casques bleus de l'ONU (Minusma) ainsi que des groupes armés. "La population est traumatisée, on n'arrive pas à sortir de Ménaka, la route de Gao est bloquée".

HADJ

**LE PRÉSIDENT ORDONNE DE PERMETTRE À 2000
CITOYENS DE 70 ANS ET PLUS D'ACCOMPLIR LE
PÉLERINAGE**

Le président de la République a enjoint au ministre des Affaires religieuses et des Wakfs de permettre à 2000 citoyens âgés de 70 ans et plus, ayant participé au moins 10 fois au tirage au sort du Hadj lors des précédentes saisons, d'accomplir ce rite au titre du quota de l'Algérie pour la saison en cours, a indiqué lundi un communiqué de la Présidence de la République. «Afin de donner la chance d'accomplir le Hadj aux citoyens de 70 ans et plus, ayant parti-



cipé au moins 10 fois au tirage au sort lors des précédentes saisons, le président de la République a enjoint au ministre des Affaires religieuses et des

Wakfs, de permettre à 2000 citoyens de cette catégorie d'accomplir ce rite au titre du quota de l'Algérie pour la saison 1444/2023», lit-on dans le communiqué.

LES DÉCLARATIONS DE LU SHAYE GLACENT LES ATTENTES DE MACRON
**«DÉSORMAIS LA CHINE NE PEUT JOUER AUCUN RÔLE EN
UKRAINE»**

La sortie de l'ambassadeur de Chine en France sur la souveraineté des pays de l'ex-URSS disqualifie Pékin de tout rôle dans la résolution de la guerre en Ukraine, juge la presse du continent. Et l'Union européenne se doit de faire preuve d'unité face à cette attaque indirecte contre trois de ses États membres. "Les pays de l'ex-Union soviétique n'ont pas de statut effectif dans le droit international parce qu'il n'y a pas d'accord international pour concrétiser leur statut de pays souverain." La déclaration de l'ambassadeur de Chine en France, le vendredi 21 avril, sur l'antenne de LCI, a provoqué la consternation du Quai d'Orsay. Et l'agacement des médias européens. Pour Lu Shaye, toujours sur la chaîne du groupe TF1, inutile de "chicaner" sur le statut de la Crimée. "Le plus urgent est de réaliser le cessez-le-feu." Un avis "qui laisse à voir ce que Pékin pense vraiment des relations internationales", abonde The Spectator, à Londres.

tut de pays souverain." La déclaration de l'ambassadeur de Chine en France, le vendredi 21 avril, sur l'antenne de LCI, a provoqué la consternation du Quai d'Orsay. Et l'agacement des médias européens. Pour Lu Shaye, toujours sur la chaîne du groupe TF1, inutile de "chicaner" sur le statut de la Crimée. "Le plus urgent est de réaliser le cessez-le-feu." Un avis "qui laisse à voir ce que Pékin pense vraiment des relations internationales", abonde The Spectator, à Londres.

**QUELS SONT LES PAYS QUI ÉVACUENT LEURS
RESSORTISSANTS DU SOUDAN ?**

Plusieurs pays mènent des opérations de rapatriement de leurs ressortissants et de leur personnel diplomatique du Soudan, où la guerre entre armée et paramilitaires fait rage depuis plus d'une semaine. Les violences, principalement à Khartoum et au Darfour (ouest), ont fait selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS) plus de 420 morts et 3 700 blessés. Le président américain Joe Biden a annoncé samedi soir tard que l'armée avait "mené une opération pour extraire le personnel du gouvernement américain de Khartoum". Pour les pays de l'UE, un responsable européen avait expliqué vendredi que l'Union européenne multipliait les contacts pour obtenir un cessez-le-feu et évacuer les quelque 1 500 ressortissants de l'Union européenne se trouvant au Soudan. En plus de l'UE, qui a une délégation à Khartoum, sept pays membres (France, Allemagne, Italie, Espagne, Pays-Bas, Grèce et République tchèque) sont représentés dans la capitale. Selon le chef de la diplomatie

européenne Josep Borrell, plus d'un millier d'Européens ont déjà été évacués. Royaume-Uni, Irlande : le Premier ministre britannique Rishi Sunak a lui aussi annoncé l'évacuation du personnel diplomatique du Royaume-Uni et de leur famille. Pays arabes: l'Arabie saoudite a évacué samedi 91 Saoudiens ainsi qu'une soixantaine de ressortissants de 12 autres pays. La Jordanie a déclaré samedi avoir commencé l'évacuation d'environ 300 de ses ressortissants. L'Irak a pour sa part annoncé dimanche l'évacuation de 14 Irakiens de Khartoum "vers un site sécurisé de Port-Soudan", assurant que les efforts se poursuivent pour évacuer ceux qui restent. La veille, Bagdad avait annoncé que "l'équipe diplomatique irakienne avait été évacuée" de l'ambassade. Le Liban a déclaré que 60 de ses ressortissants avaient également quitté Khartoum par la route et qu'ils étaient "en sécurité". L'ambassade de Tunisie à Khartoum a annoncé dimanche que l'opération

d'évacuation des membres de la communauté tunisienne au Soudan commencera lundi. Pays voisin du Soudan, la Libye a annoncé par son ambassade à Khartoum l'évacuation de 83 Libyens de la capitale vers Port-Soudan. Ankara a annoncé qu'elle évacuerait ses "ressortissants se trouvant dans les zones de conflit par la voie terrestre et en passant par un pays tiers". L'évacuation des quelque 600 ressortissants a commencé dimanche depuis deux quartiers de Khartoum et de Wad Madani, à 200 kilomètres au sud. Corée du Sud, Japon, Chine, Indonésie, Inde : d'autres pays se préparent à évacuer leurs ressortissants, notamment la Corée du Sud et le Japon, en déployant des forces dans des pays voisins. L'armée soudanaise a par ailleurs déclaré qu'elle coordonnait les efforts visant à évacuer des diplomates chinois. Afrique du Sud, Tchad, Nigeria et Algérie ont également commencé l'opération de rapatriement de leurs ressortissants.

L'EXPRESS

Quotidien national d'information
édité par la
SARL ADRA COM

Adresse : Maison de la
presse Abdelkader safir,
02 Rue Farid Zouiouache,
Kouba, Alger
Tel/FAX Admnistration
et publicité: 023.70.99.92

DIRECTEUR
DE LA PUBLICATION:

ZAHIR MEHDAOUI

zahir.mehdaoui1969@gmail.com

Email:

redaction@express-dz.com

Site Web:

www.lexpressquotidien.dz

/ TEL/FAX: 023.70.99.92

Directeur
de l'administration
et des finances
NOURDINE BRAHMI

Service-pub@lexpressquotidien.dz

Impression SIA
Alger Bab Ezzouar

PUBLICITÉ :
S'ADRESSER À L'AGENCE
NATIONALE DE
COMMUNICATION D'ÉDITION
ET DE LA PUBLICITÉ ANEP

Alger : 1, avenue Pasteur

Tel : (021) 71.16.64 -

(021)73.71.28

Fax : (021) 73.95.59 -

(021)73.99.19

Mail :

agence.regie@anep.com.dz

programmation.regie@anep.com.dz

4^E ANNÉE CONSÉCUTIVE DE FAIBLE PLUVIOMÉTRIE ET SAISON CÉRÉALIÈRE FORTEMENT IMPACTÉE

Course contre la montre pour endiguer l'insécurité hydrique

Faible pluviométrie, stress hydrique, barrages envasés, au quart vides, la céréaliculture impactée : voilà de quoi faire tirer la sonnette d'alarme.



A un moment où l'autonomie alimentaire s'impose comme un impératif de la souveraineté nationale, quémander la nourriture du peuple et dépendre de pays tiers ne réjouit pas. 2022/2023 aura été parcimonieuse en pluviométrie, preuve en est les divers appels à la « Salat de l'istisqâ » observés à travers les wilayas du pays depuis début décembre, mais aucune pluie dont a besoin l'agriculture n'est venue apaiser les soucis des paysans, accentuant encore plus les inquiétudes sur le sort des cultures céréalières en Algérie. Les experts sont unanimes pour souligner que déjà, les « cultures semblent

compromises », qu'il y aura une « mauvaise production » et « beaucoup de pertes pour les agriculteurs », appelant à vite aller vers une irrigation d'appoint. En fait, le problème de l'insécurité hydrique est également un problème de gestion des ressources, car le fait n'est pas nouveau, mais exige des outils de gestion nouveaux. Selon une étude de chercheurs américains, publiée dans la revue scientifique The Lancet Planetary Health, basée sur un échantillon représentatif de 45 555 personnes, l'Afrique subsaharienne est la région la plus touchée par l'insécurité hydrique à l'échelle mondiale devant

l'Afrique du Nord, l'Amérique latine et l'Asie. Avec un taux moyen de 24,8%, « l'Afrique du Nord est la deuxième région où la prévalence de l'insécurité hydrique est la plus élevée. Dans cette région, des disparités existent également entre les pays : « 28,9% en Algérie et 27,2% en Égypte et 14% seulement au Maroc ». De ce fait, affirment les experts, autant faire avec la « stratégie de Joseph », qui consiste à partager les années de vaches grasses sur les années de vaches maigres à venir, et vice et versa. C'est-à-dire gérer le plein des barrages sur les années de sécheresse pour garder un minimum vital constant. **I.M.Amine**

SAÏD TAFLIS, EXPERT INTERNATIONAL EN ÉCONOMIE :

«L'urgence d'une irrigation artificielle et d'une gestion scientifique de l'eau»



« Il faut, d'abord, comprendre que l'agriculture consomme entre 70 et 75% des ressources hydriques disponibles ; en seconde position, se trouve le secteur de l'industrie, qui a des besoins énormes lui aussi. Nous sommes de ce fait, face à deux gouffres avaleurs d'eau, et qui peuvent mener à un stress hydrique dont les conséquences peuvent coûter cher à la cohésion sociale. Ceci expliquant cela, la relation de cause à effet est évidente. De ce fait, il faut revenir au souci premier, la faible pluviométrie et la gestion des res-

sources disponibles. « Car, entendons-nous bien, il y a un canevas au niveau de chaque barrage, précis et rigoureux comme les mathématiques, et qui peut alerter beaucoup plus tôt sur les défaillances, les déficits et les carences en eau. Alors pourquoi faut-il à chaque fois qu'on tape droit sur un mur pour que l'alerte au manque d'eau soit donnée. « Résultat : l'Algérie fait face aujourd'hui à une grave insuffisance en eau. Si la pluie intervient dans les prochaines semaines en quantité suffisantes, c'est une excellente nouvelle, sinon, il faut faire de la gestion scientifique. Les barrages de l'est et de l'ouest, sont au quart vides ou un peu mieux, ceux du centre le sont à égale quantité, et les solutions de rechange ont un coût. Le manque de pluviométrie durant ce mois d'avril pourrait perturber l'année agricole en cours. De ce fait il faut déjà sensibiliser quant à rationaliser l'utilisation de l'eau dans le secteur de l'agriculture, qui consomme 70% de la ressource hydrique disponible. « Il y a, déjà, dans

l'urgence, les Plans A, B, C et D qui doivent être fonctionnels : des techniques modernes d'utilisation de l'eau dans le secteur agricole national, qui consomme jusqu'à 70% de la ressource, contre 15% à 20% pour l'industrie et seulement 3% pour les ménages. De même, il faut vite aller vers l'irrigation intelligente et automatisée, pour ne donner aux cultures que ce dont elles ont besoin, et en temps opportun. Si telle surface a besoin de mille litres d'eau, pourquoi continuer à lui en donner 10 000, à perte ? « De même, les autorités doivent rapidement dégager une vision économique dans le choix des cultures en favorisant l'usage de l'eau pour les productions agricoles rentables. « En définitive, la gestion de cette ressource non renouvelable obéit à des règles mathématiques, les outrepasser, c'est faire banqueroute.

« Ceci étant dit, les mesures prises concernant l'installation de stations de dessalement peuvent apaiser les problèmes dans l'avenir ».

Propos recueillis par F.O.

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE SAÏD CHANEGRIHA, CHEF D'ÉTAT-MAJOR DE L'ANP, À L'ÉCOLE SUPÉRIEURE DE GUERRE :

«LES GUERRES MODERNES SONT TOTALEMENT DIFFÉRENTES DES GUERRES CLASSIQUES»

Le Général d'Armée Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-Major de l'Armée Nationale Populaire, a présidé les travaux de la 16^e session du Conseil d'orientation de l'Ecole supérieure de guerre.

Dans son discours lors des travaux, Chanegriha a souligné que les « guerres modernes que le monde connaît aujourd'hui sont complètement différentes des guerres précédentes », ce qui a poussé l'armée à « s'occuper de deux aspects vitaux, qui sont la fourniture d'équipements modernes et la formation d'un personnel humain qualifié ». Le général d'armée Chanegriha a également exhorté les cadres de l'Ecole militaire à encourager les officiers en formation à enrichir continuellement leur base de connaissances, que ce soit par la lecture ou en exploitant leurs expériences de terrain.

Le général d'Armée Chanegriha a souligné l'importance de la volonté et de la détermination à réussir et la foi en la victoire pour les futurs cadres de l'Armée nationale populaire.

I.Med

COMMUNAUTÉ NATIONALE/SOUDAN :

DÉBUT DE L'OPÉRATION D'ÉVACUATION

L'opération d'évacuation des membres de la communauté nationale établis au Soudan, désirant quitter ce pays, a débuté mardi, et ce, en application des instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune.

Dans ce cadre, un avion des Forces aériennes algériennes a décollé depuis l'aéroport international de Port-Soudan, transportant des membres de la communauté nationale, contraints de quitter ce pays en raison de la situation tendue qui y prévaut. Le ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger avait annoncé, lundi, dans un communiqué que, "en application des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et dans le cadre des mesures prises pour prendre en charge les membres de la communauté nationale au Soudan, suite à la crise déplorable que connaît ce pays frère, une opération d'évacuation des membres de la communauté nationale établis au Soudan et désirant quitter ce pays, et du staff de l'ambassade d'Algérie à Khartoum, a été lancée", soulignant que "tous les moyens ont été mobilisés pour assurer la réussite de l'opération". Lire aussi : Crise au Soudan : une opération d'évacuation des membres de la communauté nationale lancée Le ministère des Affaires étrangères avait affirmé "suivre de près" la situation au Soudan à travers une cellule de crise mise en place à cet effet, sous la présidence du Secrétaire général du ministère, appelant les ressortissants algériens se trouvant dans ce pays à faire preuve de vigilance et de prudence et à rester en contact permanent avec ses services via le numéro vert 00213.21.504.500 et l'adresse électronique : cvgc.alertes@mae.dz.

I.M./avec APS

COOPÉRATION ALGÉRO-MAURITANIENNE

Signature d'un protocole d'accord entre les deux pays

Attaf a eu des entretiens bilatéraux avec son homologue mauritanien, Mohamed Salem Ould Marzouk. «Les entretiens se sont élargis aux membres des délégations des deux pays lors d'une séance de travail axée sur les relations bilatérales et les perspectives de poursuite des efforts de faire progresser la coopération bilatérale dans divers secteurs vitaux, ainsi que d'intensifier la concertation et la coordination sur l'évaluation de la situation aux niveaux régional et continental...»



Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger,

CONFLITS COLLECTIFS DE TRAVAIL : LE PROJET DE LOI PRÉSENTÉ AU CONSEIL DE LA NATION

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Fayçal Bentaleb, a présenté, lundi, devant les membres de la commission de la santé, des affaires sociales, du travail et de la solidarité nationale du Conseil de la nation le projet de loi relatif à la prévention et au règlement des conflits collectifs de travail et à l'exercice du droit de grève. Bentaleb a rappelé que ce texte a pour but de promouvoir et de renforcer le dialogue social, mais aussi les différents mécanismes de règlement à l'amiable en vue de prévenir les conflits collectifs de travail et d'établir des relations professionnelles solides et durables, fondées sur un équilibre entre les droits des travailleurs et les intérêts des employeurs, de manière à préserver l'emploi et à assurer la pérennité de l'outil de production, sans pour autant porter atteinte au droit collectif de défense des droits socioprofessionnels des travailleurs. Il a pour objectif d'assurer les mécanismes efficaces à la prévention et au règlement des conflits collectifs de travail, et ce, en créant des outils de dialogue, à l'instar de la médiation, de la réconciliation et de l'arbitrage. Il s'agit également de trouver un équilibre entre le droit de grève et les autres droits à valeur constitutionnelle, dont la continuité du service public et les libertés d'entreprendre et de travailler.

R. N.

Ahmed Attaf, a entamé, lundi, une visite à Nouakchott, capitale de la République islamique de Mauritanie, dans le cadre du renforcement des relations fraternelles, de coopération et de coordination entre les deux pays frères. Il est souligné dans un communiqué du ministère des Affaires étrangères qu'en sa qualité d'envoyé spécial du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf, a entamé une visite à Nouakchott, la capitale de la République islamique de Mauritanie, dans le cadre du renforcement des relations fraternelles, de coopération et de coordination entre les deux pays frères». A l'entame de sa visite, Attaf a eu

des entretiens bilatéraux avec son homologue mauritanien, Mohamed Salem Ould Marzouk. «Les entretiens se sont élargis aux membres des délégations des deux pays lors d'une séance de travail axée sur les relations bilatérales et les perspectives de poursuite des efforts de faire progresser la coopération bilatérale dans divers secteurs vitaux, ainsi que d'intensifier la concertation et la coordination sur l'évaluation de la situation aux niveaux régional et continental», indique la même source. Dans ce contexte, les deux parties ont salué le dynamisme distingué dont témoignent les relations algéro-mauritaniennes, dans le cadre de la concrétisation des hautes directives des dirigeants des deux pays, à l'occasion de la

visite d'Etat que le président Mohamed Ould Cheikh El-Ghazouani a effectué en Algérie, en décembre 2021, et les retombées qui en ont découlé pour la mise en œuvre des résultats de la réunion bilatérale au sommet, notamment la 19^e session de la Grande commission mixte qui s'est tenue à Nouakchott en septembre dernier et qui a abouti à la signature de 26 accords et protocoles d'accord couvrant de nombreux domaines économiques, sociaux, culturels et scientifiques. Le niveau d'avancement atteint dans la réalisation des projets conjoints a également été passé en revue, notamment le projet de route reliant les villes algériennes de Tindouf et de Zouerate mauritanien, en raison de son importan-

ce stratégique. Dans le cadre de la coordination politique entre les deux pays, les deux ministres ont discuté des questions d'intérêt commun aux niveaux maghrébin et arabe, ainsi que des développements dans la région sahélo-saharienne et au niveau continental en général, de la contribution à la promotion des objectifs de paix, de sécurité et de développement aux niveaux régional, continental et international. «A l'issue des entretiens bilatéraux, les deux ministres ont signé un protocole d'accord sur les consultations politiques visant à mettre en place un mécanisme durable pour renforcer la coordination politique entre les deux pays frères», conclut le communiqué.

Y.B.

Enseignement supérieur: M. Baddari reçoit l'ambassadeur suisse en Algérie



Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari a reçu, lundi, l'ambassadeur de la Suisse en Algérie, M. Pierre-Yves Fux, avec lequel il a examiné les moyens d'intensifier la coopération interuniversitaire entre l'Algérie et la Suisse, indique un communiqué du ministère. Les entretiens entre les deux parties ont porté sur "l'intensification de la coopération et l'échange entre les universités algériennes et leurs homologues suisses

dans les domaines prioritaires dans le cadre de la stratégie nationale", précise le communiqué. Ainsi, M. Baddari a mis en avant sa disposition à "renforcer et à développer la coopération entre les deux pays à travers le jumelage entre les établissements universitaires algériens et les grandes universités suisses, comme c'est le cas en Europe, et ce en vue d'accroître le niveau de mobilité de nos enseignants et étudiants, d'autant plus que nous tendons à

former des étudiants excellents et ouverts aux autres cultures et ce suivant la nouvelle philosophie du secteur ciblant l'excellence et la qualité de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique".

Le ministre a appelé l'ambassadeur suisse à "ouvrir des annexes des grandes universités suisses pour la formation scientifique et technologique en Algérie". Pour sa part, M. Pierre-Yves Fux a d'abord présenté ses vœux au ministre à l'occasion de l'Aid El Fitr avant de souligner "la qualité des relations entre l'Algérie et la Suisse". Il a, à cette occasion, exprimé sa satisfaction quant "au rôle de l'Algérie dans le domaine du rayonnement culturel et son ouverture aux cultures". La rencontre était également une opportunité pour l'ambassadeur suisse pour exprimer la disposition de son pays à "élargir la coopération entre les établissements universitaires suisses et leurs homologues algériens à travers la signature des conventions de jumelage dans plusieurs domaines notamment l'archéologie, car l'Algérie recèle des sites archéologiques classés mondialement, en sus de s'intéresser à l'astronomie étant donné que le climat de l'Algérie favorise les différentes recherches et études dans ce domaine", conclut la même source.

R. N.

Téléphonie fixe : 5,57 millions d'abonnés en 2022

Le taux de pénétration au réseau de la téléphonie mobile a enregistré une évolution nette de 4,34% en une année, passant de 106,71 % au 31 décembre de 2021 à 111,05% au 31 décembre de 2022. "Cela est lié à la légère augmentation du marché de téléphonie mobile....

Le nombre d'abonnés aux réseaux de téléphonie fixe a dépassé les 5,57 millions au 31 décembre 2022, alors qu'il était de 5,09 millions à la même période de 2021, soit une évolution de 9,40%, peut-on lire dans le dernier rapport de l'Autorité de régulation de la poste et des communications électroniques (ARPCE). Ainsi, sur les 5,57 millions d'abonnés aux réseaux de téléphonie fixe (filaire, 4G LTE et FTTH), plus de 5,12 millions étaient des abonnés résidentiels et 450.093 des abonnés professionnels. L'autorité précise, en outre, que sur le nombre total des abonnés aux réseaux de téléphonie fixe au 31 décembre dernier, 3,66 millions étaient des abonnés aux réseaux filaires et 1,42 million aux réseaux sans fil 4G LTE. Le nombre d'abonnés au réseau en fibre optique jusqu'au domicile (FTTH) connaît, quant à lui, une importante augmentation, passant de 167.244 clients au 31 décembre 2021 à 478.172 au 31 décembre 2022. L'ARPCCE relève, par ailleurs, que la proportion des ménages disposant d'une ligne de téléphonie fixe a atteint 75,80% au 31 décembre 2022, en augmentation de près de 6,4% par rapport à la même période de 2021. Le taux de pénétration de la téléphonie fixe a connu également une évolution (+1,06% en l'espace d'une année), passant de 11,57% à la fin du 4ème trimestre de 2021 à 12,63% à la même période de 2022. Ce rapport a été élaboré selon une population algérienne estimée à 44,14 millions d'habitant et un nombre de ménages évalué à 7,35 millions au 31 décembre 2022. Par ailleurs, le nombre



d'abonnés à la téléphonie mobile était de 49 millions au 31 décembre 2022 en Algérie, contre 47 millions d'abonnés à la même période de l'année 2021, soit une hausse de 4,26%, indique encore le dernier rapport de l'Autorité de régulation de la poste et des communications électroniques. Sur les 49 millions abonnés actifs à la téléphonie mobile (GSM, 3G et 4G), 4,26 millions étaient abonnés au réseau GSM soit 8,69%, contre 44,75 millions abonnés au réseau 3G/4G, soit 91,31%. Le taux de pénétration au réseau de la téléphonie mobile a enregistré une évolution nette de 4,34% en une année, passant de 106,71 % au 31 décembre de 2021 à 111,05% au 31 décembre de

2022. "Cette évolution est due à la légère augmentation du marché de téléphonie mobile d'une part et de la population algérienne d'autre part", explique la même source. Ce rapport a été élaboré selon une population algérienne estimée à 44,14 millions d'habitants et un nombre de ménages évalué à 7,35 millions au 31 décembre 2022. S'agissant des opérateurs de téléphonie mobile, Mobilis demeure en tête, en termes d'abonnés aux réseaux GSM, 3G et 4G au 31 décembre de 2022, avec 21,09 millions d'abonnés, suivi de Djezzy (15,17 millions) et d'Ooredoo (12,74 millions), note l'ARPCCE dans ce rapport. L'opérateur Mobilis enregistre ainsi

une évolution de son nombre d'abonnés GSM, 3G et 4G avec 21,09 millions d'abonnés à la fin de l'année 2022, contre 19,82 millions à la même période de l'année 2021, ajoute-elle. Il est suivi de l'opérateur Djezzy avec 15,17 millions d'abonnés en 2022 (14,59 millions en 2021) et Ooredoo avec 12,74 millions d'abonnés au 31 décembre de 2022 (12,59 millions à la même période de 2021). La part de marché de Mobilis a été estimée à 43,04% au 31 décembre 2022 (42,18% durant la même période de 2021), celle de Djezzy a été évaluée à 30,96% en 2022 (31,04% en 2021) et d'Ooredoo à 25,99% en 2022 (26,78% en 2021).

Y. B.

ASSOCIATION «KAFIL EL YATIM» : 5000 TENUES VESTIMENTAIRES DISTRIBUÉES

L'Association «Kafil el Yatim» de Blida, a entamé l'opération de collecte de vêtements de l'Aid au profit des orphelins et des enfants résidant dans les zones d'ombre. Selon le responsable de l'association, Ali Chaouati, cette initiative vise à couvrir le plus grand nombre possible d'orphelins et de nécessiteux. La distribution de vêtements pour l'Aid, souligne-t-il, est devenue une véritable tradition au sein de son association depuis des années. Il dit tout le bien qu'il pense des âmes charitables et autres bénévoles qui ont grandement aidé à la concrétisation et le succès. Un succès caractérisé par un grand élan de solidarité qui s'étend aujourd'hui aux zones reculées où certaines familles vivent dans des conditions matérielles extrêmement difficiles. D'où justement la distribution de 5000 tenues vestimentaires pour les orphelins.

R. N.

LE GÂTEAU SUR COMMANDE FAIT RECETTE

Après les achats des aliments et les vêtements de l'Aid, les responsables des familles mettent désormais le cap sur les gâteaux. Cette tradition ancrée dans la société algérienne est devenue difficile à cause de l'envolée des prix des ingrédients. Les vendeurs sont déjà pris d'assaut par les clients munis souvent d'une liste d'achats. Bien qu'elle soit la dépense de trop, la préparation des gâteaux reste une tradition voire une obligation pour les familles qui se débrouillent pour passer convenablement cette fête, surtout avec la réception des proches et des voisins et le fameux échange des assiettes des gâteaux.

Depuis le temps du «Torno», «El Griwech», «Makroud», et jusqu'à la «Baklawa» et autres «Knidlates», cette coutume résiste toujours et, sans ces gâteaux, l'Aïd El Fitr n'aura aucune saveur.

R. N.

Plus de 1400 poches de sang collectées à travers 46 mosquées durant le mois de Ramadhan

Pas moins de 1.410 poches de sang ont été collectées à travers 46 mosquées de la wilaya de Constantine, durant le mois de Ramadhan passé, à l'initiative du Centre de transfusion sanguine (CTS) relevant du Centre hospitalo-universitaire (CHU) Dr. Benbadis (Constantine). Le nombre de poches collectées à travers les 46 mosquées ayant été mobilisées pour cette opération durant le mois de Ramadhan a connu une hausse « importante » par rapport au mois de Ramadhan précédent durant lequel 1.167 poches avaient été collectées, a fait remarquer le même responsable, soulignant que ce résultat est le fruit des actions de sensibilisation et d'information menées par les imams des mosquées sur l'importance de ce geste d'opérations de solidarité pouvant sauver des vies humaines. Les poches de sang collectées durant cette période sont destinées

à couvrir les besoins en la matière des établissements de santé de la wilaya notamment durant la prochaine saison estivale où la demande en la matière augmente, a fait savoir M. Bouzenda Il a encore indiqué que les opérations de collecte des poches de sang ont été également réalisées en étroite collaboration entre plusieurs instances et associations à caractère sanitaire et humanitaire à l'instar du bureau local de la Fédération algérienne des donneurs de sang et de l'association de wilaya « Safir Essaiha ».

Il est à rappeler que 13.000 poches de sang ont été collectées en 2022 par les services du CTS du Centre hospitalo-universitaire Dr. Benbadis, et ce, dans le cadre des efforts déployés en coordination avec le mouvement associatif.

APS

CHU d'Oran : Journées pédiatriques du 27 au 30 avril

Le service pédiatrie « C » relevant du CHU d'Oran organise du 27 au 30 avril en cours les journées pédiatriques qui tourneront autour du « diabète de l'enfant hors TD1 » et « les urgences pédiatriques ». L'événement est organisé en collaboration avec l'Association algérienne d'aide aux jeunes diabétiques (AAJD) et le club des cardiologues d'Oran, lit-on dans la présentation de cet événement. Ces journées renferment deux événements, un séminaire de formation en diabétologie pédiatrique (le 27 avril) et un colloque sur les urgences pédiatriques du 28 au 30 avril, a-t-on précisé. La formation complémentaire en diabétologie pédiatrique comporte des communications sur différents thèmes dont «

Le syndrome métabolique », « Le diabète de type 2 chez le jeune », « Diabète néonatal », « Le diabète de gestation », « Le nouveau né de mère diabétique ». Le colloque sur les urgences pédiatriques est organisé à la mémoire de la professeure Zahia Chentouf-Mentouri qui a eu une longue carrière en pédiatrie et urgences pédiatriques et a occupé le poste de ministre de la Santé en 1992. Le colloque comporte cinq thématiques, à savoir: « Les urgences métaboliques et endocriniennes », « Les urgences cardio-vasculaires », « Les urgences infectieuses et digestives », « Les urgences respiratoires, ORL et allergiques », « Les urgences neurologiques, psycho-sociales ».

R. N.

FACE À LA PERSISTANCE DE LA SÉCHERESSE

L'Etat a les yeux rivés sur les céréales

Les pouvoirs publics veulent élaborer une stratégie fondée sur la science. A cet effet, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a rencontré, lundi dernier, au siège de son département ministériel, des membres d'un groupe de réflexion chargés d'émettre des propositions scientifiques...

L'Etat a l'ambition d'asseoir une stratégie de sécurité alimentaire grâce à la production du blé dur algérien, avec la mise en œuvre de tous les mécanismes utiles et nécessaires. Un objectif réalisable ? Les pouvoirs publics veulent élaborer une stratégie fondée sur la science. A cet effet, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a rencontré, lundi dernier, au siège de son département ministériel, des membres d'un groupe de réflexion chargés d'émettre des propositions scientifiques pour la mise en place d'un plan stratégique de développement de la production céréalière en Algérie, selon un communiqué du ministère. Il est à noter que ce groupe de réflexion est composé de représentants des ministères de l'Energie, de l'Agriculture et du Développement rural, des Transports ainsi que des spécialistes dans le domaine de la céréaliculture. Selon les spécialistes, la wilaya d'Adrar aspire à devenir un pôle national dans la production de céréales, tous types confondus, à la faveur de ses énormes capacités agricoles et naturelles. Cette région du sud du pays, dont 70% de la main-d'œuvre locale est versée dans l'agriculture, englobe une superficie cultivable totale de plus de 600.000 hectares qui peut réaliser une production céréalière importante avec un rendement élevé, si les étapes scientifiques de l'itinéraire technique sont respectées. Il faut savoir, par ailleurs, que l'agriculture en Algérie est un secteur important de l'écono-

mie, représentant près de 10 % du PIB du pays. C'est également l'un des principaux pourvoyeurs d'emplois, employant environ 20 % de la population active. Ce secteur joue donc un rôle crucial dans le développement économique et social de l'Algérie. Et dans la perspective de donner un coup de starter à la production de la céréaliculture en Algérie et d'atteindre de meilleurs chiffres en termes de production céréalière en 2023, les pouvoirs publics ont relevé la nécessité «de mettre en place une stratégie sous-tendue d'un calendrier dans la perspective de réaliser l'autosuffisance en 2024-2025. Raisons pour lesquelles l'Algérie a déployé tous les moyens pour atteindre cet objectif. Ainsi, s'agissant du plan d'action du gouvernement pour augmenter la production céréalière, notamment du blé dur, il est utile de souligner que ce plan repose sur la définition et l'explication des choix des cultures dans l'ensemble des terrains agricoles. Le plan d'action consiste également à mettre en place des systèmes d'irrigation intelligents, en cherchant des alternatives pour rationaliser la consommation d'eau, en sus de l'affectation d'un nouveau périmètre d'irrigation de 800 000 ha à l'horizon 2025 et réduire les terres en friche, élargissant, par extension, les superficies cultivées. Durant l'année 2022, le secteur agricole a renforcé les actions visant le soutien aux différentes filières agricoles ainsi que l'accompagnement des opérations de production dans le Sud, considéré comme un nouveau pôle prometteur pour le déve-



loppement de plusieurs activités liées à l'agriculture. L'année 2022 a ainsi marqué le début de la concrétisation d'un certain nombre de mesures avec un impact tangible à plusieurs niveaux, ayant touché essentiellement le développement de la filière céréalière, l'agriculture industrielle, le renforcement des dispositifs organisationnels, l'adaptation des dispositifs incitatifs, la modernisation du système de vigilance sanitaire, vétérinaire et botanique ainsi que le renforcement du contrôle de la qualité des produits agricoles. A cet égard, une nouvelle stratégie a été élaborée dans le domaine de la production céréalière visant à développer les procédés de matériaux agricoles, d'irrigation et de stockage. Un groupe de travail conjoint des secteurs de l'agriculture, de l'industrie et de l'irrigation a été installé pour veiller à la concrétisation de la stratégie en question. Le gouvernement, et sur décision du

Président de la République, a procédé à l'augmentation des prix d'achat des céréales pour encourager l'investissement dans la filière et inciter les agriculteurs à accroître la production nationale. Et afin de permettre à l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC) de récolter des cultures, des fonds bancaires ont été alloués. Ils ont été estimés à 128 milliards de DA en 2022. Les financements accordés par la Banque de l'Agriculture et du développement rural (BADR) destinés exclusivement aux petits et moyens agriculteurs, sans compter les intérêts dans le cadre du crédit "R'fig" pour l'exploitation, ont été de 205 milliards DA à fin juin, avec 182.766 dossiers accordés. Aussi, le secteur de l'agriculture a connu cette année, et pour la première fois, le financement de 494 agriculteurs pour la culture du colza, avec un montant de 253 millions de DA, ainsi que le raccordement de 18.116

exploitations agricoles en électricité, avec un montant de 35,5 milliard DA. Pour ce qui est du développement des cultures stratégiques dans le Sud, un portefeuille foncier initial a été affecté au titre de la concession, pour une superficie de 134000 ha au profit de 140 investisseurs, avec un programme en cours de 97000 ha. S'agissant de la mobilisation des ressources en eau pour l'irrigation, le Gouvernement a notamment visé la sécurisation céréalière par l'irrigation d'appoint en intégrale. A ce titre, un guichet unique a été mis en place au niveau de l'ensemble des wilayas dans le but de simplifier les procédures administratives liées à l'octroi d'autorisation de fonçage de forage et de puits. Aussi, des quotas d'eau à partir des grands barrages pour l'irrigation agricole ont été attribués au profit des exploitations agricoles au niveau des wilayas souffrant d'un déficit hydrique.

Youssef Salami

CASH Assurances augmente de moitié son capital social

La Compagnie d'assurances des hydrocarbures (Cash Assurances) a annoncé lundi avoir finalisé une nouvelle augmentation de son capital social, passant de 10 milliards de dinars (mds DA) à 15 mds DA, soit une hausse de 50%. Cette opération permettra à la compagnie publique de "se donner des moyens supplémentaires pour faire face à ses multiples engagements et une meilleure assurabilité de ses clients", a-t-elle souligné dans un communiqué. L'augmentation du capital a été réalisée grâce à l'apport en nature de l'actionnaire Sonatrach, pour un montant de 5 mds DA, "traduisant l'engagement constant du groupe Sonatrach dans l'accompagnement de Cash Assurances, dans l'objectif de réunir toutes les conditions nécessaires pour la réussite de sa stratégie de développement, l'amélioration de son positionnement concurrentiel et le maintien de la tendance haussière de ses performances techniques et financières réalisées ces dernières années", selon la même sour-

ce. Ainsi, et à la faveur de cette recapitalisation, la part du groupe Sonatrach dans le capital social de la Cash Assurances passe de 82% à 88%, est-il précisé dans le communiqué. En plus de lui permettre d'être largement en conformité avec les règles prudentielles en termes des minimums réglementaires exigés, cette recapitali-

sation "permet à Cash Assurances de faire face à des niveaux de sinistralité les plus élevés, offrant ainsi à ses clients les meilleures garanties en termes de couvertures assurantielles", explique cette compagnie détenue également par Naftal, la Compagnie algérienne d'assurance et de réassurance (Caar) et la Compagnie centrale de réassurance

(CCR). La compagnie avait enclenché en 2020 un processus de recapitalisation, à travers une augmentation de son capital social de 7,8 mds DA à 10 mds DA, par l'incorporation d'une partie des réserves ordinaires, avant d'effectuer cette une nouvelle augmentation de 5 mds DA en 2023.

R. E.

IMPORTATION DES INTRANTS ET MATIÈRES PREMIÈRES

AOUN ÉVOQUE AVEC LE PRÉSIDENT DU CREA LA LEVÉE DES CONTRAINTES

Le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, a reçu lundi à Alger, le président du Conseil du renouveau économique algérien, Kamel Moula, avec lequel il a évoqué la concertation et la collaboration en vue de lever les contraintes rencontrées par les différents opérateurs, notamment sur la question de l'importation des intrants et matières premières, indique un communiqué du ministère. Les discussions tenues lors de cette réunion, qui entre

dans le cadre du dialogue continue et la concertation permanente avec les partenaires sociaux, particulièrement avec les représentants des opérateurs économiques et industriels, "ont essentiellement porté sur la volonté des deux parties de renforcer la concertation et la collaboration en vue de lever les contraintes rencontrées par les différents opérateurs notamment sur la question de l'importation des intrants et matières premières", précise-t-on dans le même texte. Dans ce

cadre, relève-t-on, "une réunion tripartite sera tenue dans les jours à venir regroupant le ministère de l'Industrie et de la production pharmaceutique, les représentants de l'Agence nationale de la promotion du commerce extérieur (Algex) et les opérateurs économiques pour permettre une meilleure régulation de ces importations qui ne saurait se faire au détriment de la production nationale et la stabilité du marché".

R. E.

Ramadhan : saisie de marchandises d'une valeur de 12 millions de DA dans 5 wilayas de l'Ouest

Le nombre d'interventions des agents de contrôle de ces wilayas a atteint, durant la même période, 27.161 interventions, qui se sont soldées par la constatation de 4.556 infractions, l'établissement de 4.303 procès-verbaux de poursuites judiciaires contre des contrevenants avec des propositions de fermetures administratives de 271 locaux commerciaux...

Les agents du contrôle relevant du secteur du commerce de cinq wilayas de l'Ouest du pays ont procédé, au cours du mois sacré de Ramadhan, à la saisie de marchandises non conformes aux conditions légales, d'une valeur avoisinant les 12 millions DA, indique, dans une déclaration à l'APS, le directeur régional du commerce et de la promotion des exportations d'Oran, Djillali Seboui. Les agents de contrôle des directions du commerce et de la promotion des exportations des wilayas d'Oran, Mostaganem, Tlemcen, Aïn Témouchent et Sidi Bel Abbès ont saisi, durant le mois de Ramadhan, 1.508,8 tonnes de marchandises non conformes aux conditions légales d'hygiène, de conservation, de stockage et non conformes à la consommation, d'une valeur estimée à 11,97 millions DA, a ajouté la même source. Le nombre d'interventions des agents de contrôle de ces wilayas a atteint, durant la même période, 27.161 inter-



ventions, qui se sont soldées par la constatation de 4.556 infractions, l'établissement de 4.303 procès-verbaux de poursuites judiciaires contre des contrevenants avec des propositions de fermetures administratives de 271 locaux commerciaux, a ajouté M. Seboui. Dans ce cadre, 1.782 infractions ont été enregis-

trées dans le domaine du contrôle de la qualité et de la répression de fraudes et 1.645 procès-verbaux officiels de poursuites judiciaires, avec des propositions de fermeture administrative de 99 locaux commerciaux, en plus de 2.774 infractions relevées dans le domaine du contrôle des pratiques commerciales,

avec l'établissement de 2.658 procès-verbaux officiels de poursuites judiciaires, tout en dévoilant un montant global de défaut de facturation de l'ordre de 75,8 millions DA, ainsi que l'opposition au contrôle, l'absence d'inscription au registre de commerce et pratique de prix illégaux, entre autres. **R. R.**

Annaba : le wali plaide pour une stratégie d'approvisionnement en eau potable



Le wali d'Annaba, Djamel Eddine Brimi, a présidé une réunion du conseil exécutif de la wilaya consacrée à l'étude de la situation du secteur des ressources en eau pendant la saison estivale, a indiqué la cellule de communication de la wilaya. Le directeur des ressources en eau a fait une présentation détaillée sur la situation du secteur dans la wilaya et l'opération d'approvisionnement des habitants en eau potable «compte tenu de la rareté des pluies et de la faiblesse des niveaux d'eau des barrages de la wilaya», a précisé la même source. Par ailleurs, le directeur de l'Algérienne des eaux, unité d'Annaba, et celui de l'Office national d'assai-

nissement de la wilaya ont présenté des exposés sur le programme d'interventions et les moyens utilisés pour le traitement et la distribution d'eau. Le wali a, quant à lui, demandé aux responsables des Assemblées populaires communales de «travailler en concertation avec les services de la Direction des ressources en eau pour rechercher d'autres ressources et élaborer une stratégie d'approvisionnement d'eau potable en attendant la mise en service du projet d'usine de dessalement d'eau de mer de Deraouche, qui fournira à la wilaya environ 160.000 mètres cubes d'eau potable par jour». **RR.**

Béchar : vers le classement de sites historiques au registre du patrimoine culturel matériel

Une liste de sept (7) dossiers de sites et vestiges historiques à Bechar, seront prochainement classés au registre local du patrimoine matériel, a-t-on appris lundi de la direction de la culture et des arts. »La commission locale intersectorielle spécialisée va procéder au classement au registre local du patrimoine culturel matériel de la wilaya des vieux ksour de Ouled Aayad (Abadla), Boukais, Lahmar et la mosquée du ksar de Bechar, l'une des plus anciennes dans la région de la Saoura ainsi que les sites et vestiges historiques d'El Mnassba et Chabka », a affirmé à l'APS le coordinateur du patrimoine culturel matériel et immatériel au niveau de la même direction, Hamid Nougali. « Ces deux (2) der-

niers sites récemment découverts à travers la commune de Kenadsa (18 km au sud de Bechar), renferment respectivement plusieurs pierres portant des inscriptions Tifinagh datant selon les premières expertises de la préhistoire à celle du premier millénaire avant JC et plusieurs dessins et gravures rupestres des espèces des éléphantidés, bovidés et rhinocéros », a-t-il souligné. « Dès leur classement au registre du patrimoine culturel matériel local, ces sites et espaces historiques, seront également proposés au classement au patrimoine culturel matériel national », a ajouté le même responsable. Aussi, une fois inscrit sur la liste du patrimoine local et national, ces biens culturels d'une gran-

de importance pour la connaissance de l'histoire de la wilaya et du pays, feront l'objet d'un suivi pour leur conservation, gestion et d'une protection par tous les instruments juridiques prévus par la loi, a-t-il poursuivi. Par ailleurs, M. Nougali a fait état de l'inscription sur la liste indicative de la banque des données du secteur de la culture et des arts, de plusieurs autres expressions artistiques traditionnelles, relevant du patrimoine immatériel local, entre autres, les danses « Houbi », »Haydouss », danse et musique Diwane, la musique de luth Fondou, danse Karkabou, chant religieux traditionnel Hadra, ainsi que la musique et chant « Maya ». **Y. B.**

KHENCHELA: DES EFFORTS POUR PROMOUVOIR LE DÉVELOPPEMENT LOCAL À TOUS LES NIVEAUX

Une cérémonie a été organisée à l'occasion de l'Aïd El-Fitr au siège de la wilaya de Khenchela sous la supervision personnelle du wali, ont indiqué les services de la wilaya. A cette occasion, le wali a prononcé un discours à travers lequel il a présenté ses meilleurs vœux aux participants et adressé un message de fraternité pour travailler en coordination afin de «promouvoir le développement local à tous les niveaux». Il a ajouté que «cela ne se fera qu'à travers les efforts concertés de tous et en donnant la priorité à l'intérêt public». «Nous appelons tous les cadres, les responsables et les acteurs de la société civile à faire plus d'efforts pour honorer la wilaya dans toutes les enceintes et à la représenter au mieux», a-t-il lancé aux participants. De leur côté, les participants ont exprimé leurs remerciements au wali pour l'organisation de cette cérémonie, l'informant de leur volonté de contribuer à changer l'image de la wilaya dans le domaine du développement local et d'améliorer le cadre de vie des habitants de la région. **R. R.**

TIZI OUZOU CÉLÈBRE LE MOIS DU PATRIMOINE : RETOUR SUR LES SAVOIR-FAIRE ANCESTRAUX

A l'instar des autres wilayas, Tizi Ouzou n'a pas manqué l'opportunité de célébrer, au niveau de la maison de la culture Mouloud-Mammeri, le mois du patrimoine matériel et immatériel de l'Algérie. Au niveau du grand hall de l'enceinte culturelle, l'exposition Tajadith (héritage ancestral) du jeune artiste plasticien Sofiane Ait Ammar, qui fixe en dessin miniature bichrome (noir et blanc) la beauté et la richesse du patrimoine matériel et immatériel algérien, a été inaugurée à la maison de la culture Mouloud-Mammeri de Tizi-Ouzou. Abritée par la galerie d'art du théâtre de verdure Mohia, l'exposition de l'enfant du village d'Aït Ali Ouharzoune (commune d'Iboudrarene), organisée par la Direction de la culture et des arts dans le cadre de la célébration du mois du patrimoine (18 avril/18 mai), accorde la part belle aux Thiliwa (les sources). Le projet de cette exposition a coulé de source à partir des anciennes Thiliwa d'Ath Ali Ouharzoune. «J'ai une passion particulière pour les anciennes sources abandonnées que j'aime dessiner. Thiliwa sont des espaces qui occupent une place importante dans les villages», a indiqué Sofiane Ait Ammar. L'artiste a commencé par dessiner toutes les sources de son village et c'est de là qu'a jailli l'idée du projet d'une exposition autour de Thiliwa, en particulier, et du patrimoine, en général. Une exposition qui sera enrichie avec des dessins miniatures et aquarelles d'anciennes maisons et mosquées et qui sera intitulée "Tajadith". Le choix du noir et blanc pour dessiner le patrimoine est dicté par la volonté de l'artiste de retransmettre le cachet ancien du modèle. «Pour le thème Thiliwa je préfère me limiter au noir et blanc pour préserver et retransmettre l'aspect ancien des sources. C'est une sorte de voyage dans le temps pour aller à la redécouverte de ces espaces», a-t-il indiqué. Sofiane Ait Ammar a saisi l'occasion pour déplorer la perte du cachet ancien et séculaire des veilles sources lors de certains travaux de réhabilitation où de nouveaux matériaux industriels sont introduits, «défigurant» ainsi l'aspect naturel de Thiliwa, anciennement construites en pierres dans leur forme naturelle. **R. R.**

AGENTS DORMANTS, "FAUX NEZ" ET "FAUX DRAPEAUX" MÊME OU COMMENT INFLUENCER LE DICTIONNAIRE

L'encyclopédie en ligne contribue à façonner les réputations. Un pouvoir qui incite certains acteurs à tenter de manipuler le site, via des "faux nez". Influencer Wikipédia est aujourd'hui un passage obligé pour qui veut nuire à la réputation d'un adversaire, ou au contraire améliorer, voire ripoliner la sienne, qu'il s'agisse de politiques, d'intellectuels ou de grandes entreprises (Laurent Duvoux/Talkie Walkie)

Par Étienne Girard, journaliste

Xavier Bertrand a-t-il un programme écologique délinquant ? Si vous avez consulté sa page Wikipédia entre 23 heures le samedi 12 juin et 10 heures le lendemain, vous avez des raisons de le penser. Dans cet intervalle, il y a été affirmé que le président des Hauts-de-France "n'adhère pas à l'objectif de la Commission européenne" en la matière, ou encore que la Cour des comptes a pointé "des problèmes de compétitivité" concernant ses propositions sur le nucléaire. Puis ce paragraphe a disparu. "Toujours pas la moindre source sur la position de Xavier Bertrand sur ce sujet", grince "Authueil", un "wikipédien" expérimenté, dans son message de suppression. Le passage avait été ajouté par un contributeur anonyme. Ainsi va la vie sur la version française du premier site non commercial du monde. Des discussions, des conflits et... une chasse aux ajouts trompeurs, dont la fréquence augmente quand la page traite d'un sujet polémique. La politique en fait évidemment partie,

et d'autant plus à l'approche des élections. "Ce type de pages occupe beaucoup la modération, elles sont très surveillées", confirme Pierre-Yves Beaudoin, président de Wikimedia France, l'association qui chapeaute l'édition française de l'encyclopédie en ligne. Influencer Wikipédia est aujourd'hui un passage obligé pour qui veut nuire à la réputation d'un adversaire, ou au contraire améliorer, voire ripoliner la sienne, qu'il s'agisse de politiques, d'intellectuels ou de grandes entreprises. Rémi Mathis, ex-président de Wikimedia France et auteur de Wikipédia. Dans les coulisses de la plus grande encyclopédie du monde (First, 2021), ne se fait aucune illusion à ce sujet : "Bien sûr qu'il est possible d'influencer le contenu de Wikipédia, si on le fait de façon fine, en connaissant bien les règles en vigueur." En mai 2020, "Jules", un des administrateurs du site, a démantelé un trafic de "faux nez", des comptes qui contribuaient afin d'améliorer la réputation de leurs clients, sans le dire. Pour cela, il a contacté avec un ami toutes les agences d'"e-réputation" qui mentionnaient Wikipédia sur leur site, en se faisant passer pour une entreprise. "Quatre m'ont répondu, et certaines m'ont cité le nom de leurs clients", raconte ce conducteur de train de 27

ans, ex-journaliste. De fil en aiguille, il découvre que les pages de plusieurs dizaines d'entreprises, dont LVMH, Carrefour, Casino, la RATP ou EDF ont été modifiées en ce sens. François Jeanne-Beylot, dont l'agence, Troover, a été citée dans l'affaire, en garde un mauvais souvenir : "Je ne suis jamais intervenu pour mes clients à la sauvagerie, mais l'enquête a mis tout le monde dans le même lot. Je trouve ça dommage. Il y a quelques ayatollahs anti-entreprise dans la communauté qui font la pluie et le beau temps". Axel Thomasset, directeur de l'e-réputation chez Havas Paris, agence non concernée par les révélations, préfère dire les choses autrement : "Wikipédia, aujourd'hui, c'est un peu le dernier instrument de la lutte des classes. C'est l'espace du peuple contre les élites, le dernier bastion que le pouvoir n'a pas réussi à prendre." Lui estime qu'il y a "un avant et un après-mai 2020" sur la plate-forme, une partie de la communauté wikipédienne ayant pris conscience des convoitises que pouvait susciter son succès aussi époustouflant qu'inattendu.

PREMIÈRE MARQUE HORS GAFAM

Quand ils fondent le site, en janvier 2001, l'entrepreneur américain Jimmy

Wales et le geek Larry Sanger sont loin d'imaginer qu'ils vont révolutionner le savoir sur Internet. Ils souhaitent alors avant tout créer un complément de leur projet d'encyclopédie en ligne avec comité de lecture, Nupedia. Des internautes bénévoles se saisissent de l'idée, et la magie opère. Vingt ans plus tard, des éditions en 304 langues ont été créées pour quelque 500 millions de visiteurs dans le monde tous les mois. Avec 32,6 millions de visiteurs uniques en avril 2021 selon Médiamétrie, Wikipédia est entré dans le quotidien des Français. Il s'agit tout simplement de la première marque consultée hors Gafam, ces géants du numérique quasi tout-puissants sur la Toile. Un exploit, si l'on se figure que la plus grande encyclopédie en ligne du monde ne poursuit aucun but lucratif. L'intégralité de son contenu est d'ailleurs accessible gratuitement. Cette percée doit, il est vrai, beaucoup au concours de Google, premier site consulté en France et... très friand de Wikipédia. Ses pages constituent généralement le premier résultat d'une recherche autour d'un nom ou d'un évènement. "Wikipédia est très bien indexé sur Google, donc il est devenu un enjeu considérable pour les entreprises, les très grandes qui font attention à leur réputation, et les plus petites qui cherchent plus de notoriété", abonde Axel Thomasset.

Inspiré de l'Encyclopédie de Diderot et d'Alembert, il est même devenu un acteur important de la vie intellectuelle française. L'écrivain Michel Houellebecq en a reproduit des extraits - sans le citer - dans son roman goncourisé La Carte et le Territoire, Ségolène Royal y a puisé en 2010, à l'occasion de la Journée nationale des mémoires de la traite et de l'esclavage. Problème, la personnalité que l'ex-candidate à la présidentielle a louée sur son blog, Léon-Robert de L'Astran, un "savant naturaliste" qui aurait refusé la traite négrière, n'a jamais existé. Elle était le fruit de l'imagination d'un internaute, lequel avait créé une page sans la moindre source recevable. C'est que Wikipédia a été conçu sur un modèle collaboratif : n'importe qui peut modifier en temps réel le contenu des 2,3 millions d'articles de sa version en français. Une souplesse souvent saluée, en ce qu'elle permet de décupler les capacités de création de l'encyclopédie, mais non exempte d'effets pervers. Des esprits intéressés peuvent ainsi être tentés de modifier le site à leur profit. Ces initiatives sont censées être proscrites, au nom de la "neutralité de point de vue". Ce principe veut que le wiki ne se fait pas le porte-parole d'une vision du monde, mais tente

d'adopter un regard équilibré sur les événements. Mais c'est une visée positive, l'encyclopédie fait partie de l'intégrer le point de vue de la recherche. Dautreix, auteure de Wikipédia et l'actualité, bonne nouvelle, 2021 administrateurs, élu nauté des membres, voirs spéciaux, contenu d'une page respect de cette règle. En période d'élection, ne chôment pas. De campagne pour les nales françaises, le Wauquiez, Najat Eric Dupond-Mo Pécresse ont fait l'édition". Les équipes candidats, par exemple Morin (UDI) et d'Isa (LR), têtes de liste Normandie et en B intervenues directes interventions rémunérées à condition que ce soit le profil d'utilisateur pas le cas en l'espèce pas interdit de modifier la page, "mais le processus déconseillé", nous Mathis, tant il paraît une position distante soi-même.

RÈGLE DU "POUR ET CONTRE"

Pour autant, quel pouvoir à rectifier une erreur propre page ? "Il n'y a pas de règle du jeu, le plus souvent, les décisions vont un peu dans les deux sens. Elles vont porter sur la page", répond Rémi Mathis, à la tête du bus de la communauté de Wikipédia. Au fur et à mesure, la communauté de l'encyclopédie s'est développée, environ 6 000 personnes, cinq contributions par jour, contenus totalement de plus en plus rarement de manipulation se voient plus subtiles. Il s'agit d'une mauvaise mention : informations positives, place démesurée à des données positives. "Depuis 2020, s'est mise d'accroître 'poids induit' : une hypertrophie des données. Elle doit être gérée, que pense la société décrypte le chercheur, auteur d'une thèse, Wikipédia, une encyclopédie en quête de crédibilité, ment en questions, Une pratique très répandue dans le monde politique, d'éléments destinés à un trait idyllique de la vie, un courriel daté d'un an issu des MacronLe données massive de la présidentielle de 2017, Macron, Martin Laugier, net du secrétaire d'État, Guen, donne le conseil, députée Anne-Chantal, devrais fournir un avis, Wikipédia, c'est son rôle, porte d'entrée de la vie, député... et même coup, vaut mieux



LIBRE D'INFLUENCE E LIBRE DANS LA GUERRE DE L'INFORMATION

de neutre et objectif". Cette neutralité, sur que chacun surse un effort pour la vue des autres", reuse Marie-Noëlle d'une thèse sur neutralité (Presses Sor-020). Environ 250 us par la commu- s, disposent de pou- me celui de geler le e, afin d'assurer le cle.

on, ces wikipédiens depuis le début de la s élections régio- s pages de Laurent Vallaud-Belkacem, retti ou Valérie 'objet de "guerres uipes de plusieurs mple celles d'Hervé abelle Le Callennec respectivement en retagne, sont aussi ement. Ce type d'in- érées est autorisé... soit mentionné sur ur - ce qui n'était e. De même, il n'est modifier sa propre édé reste fortement s indique Rémi t difficile d'adopter nciée vis-à-vis de

AIDS INDU"

problème y aurait-il leur factuelle sur sa y en a aucun, mais, contributions inté- u plus loin que ça. ur l'équilibre de la i Mathis. On touche iness de l'influence ur et à mesure que s contributeurs de end - en mai 2021, onnes font plus de s par mois -, les nt faux deviennent s. Les tentatives de eulent désormais agit de noyer une sous un flot d'infor- ou d'accorder une des aspects anec- 013, la communau- rd sur la règle du page ne doit pas points de vue mar- re un miroir de ce, iété de ce sujet", heur Gilles Sahut, sur le sujet (Wiki- pédie collaborative ilité : le référence- en ligne).

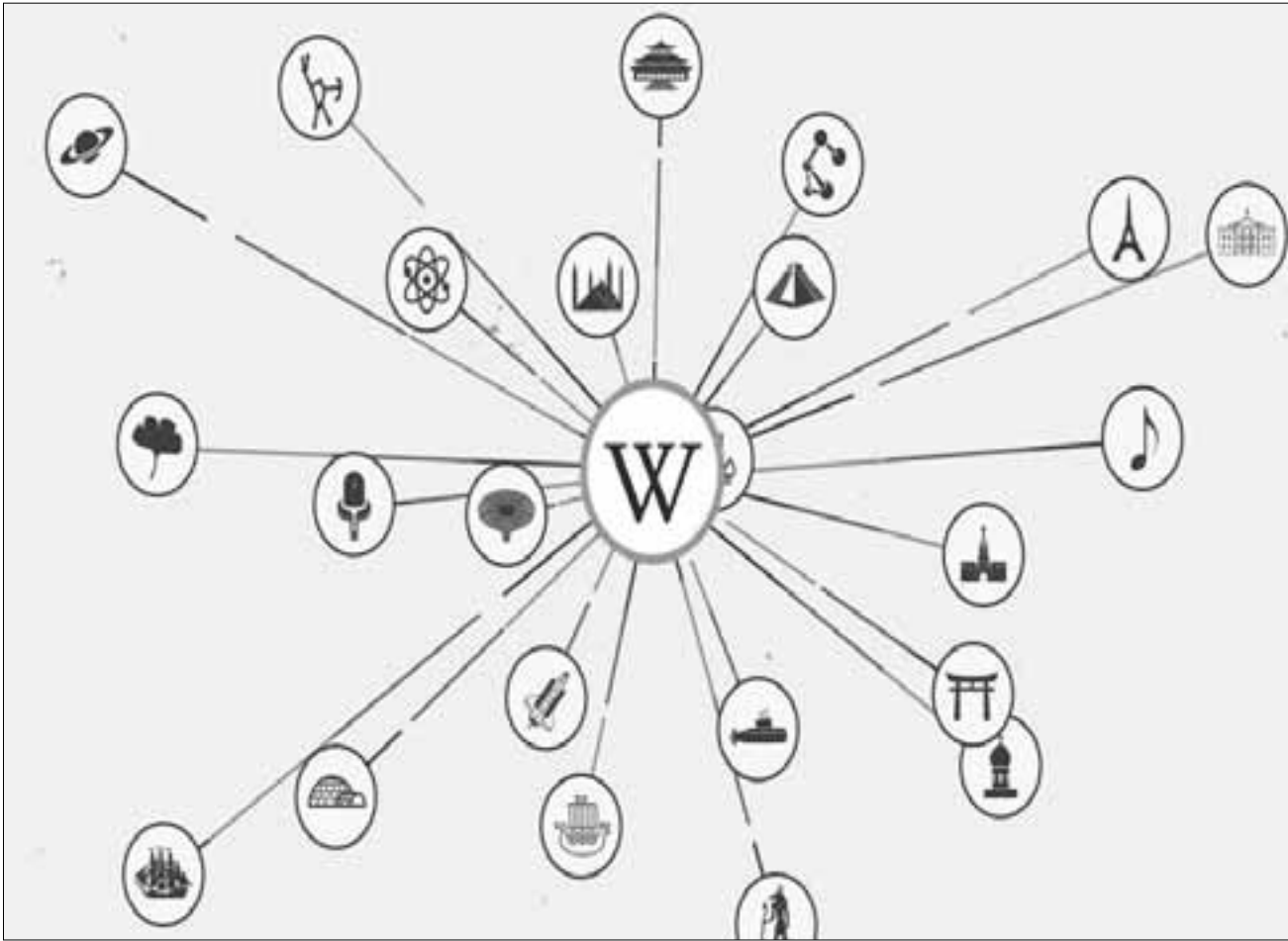
prisée dans le consiste en l'ajout s à dresser un por- personnalité. Dans u 26 janvier 2016 aks, cette fuite de e la campagne pré- 017 d'Emmanuel gane, chef de cabi- Etat Jean-Marie Le onseil suivant à la ristine Lang : "Tu peu plus ta fiche uvent la première s gens avec leur des médias | Du tenir la plume." Il

détaille : "Genre mettre une photo, valoriser ton bilan à la petite enfance [...]. Hésite pas à mettre des phrases type : c'est une spécialiste des questions relatives à l'Education nationale. Elle est d'ailleurs rapporteuse pour avis du budget Enseignement supérieur, etc." Cinq ans plus tard, les modifications de la page de Laurent Saint-Martin, tête de liste de La République en marche en Ile-de-France, correspondent bien à ces préceptes. En décembre et janvier derniers, deux collaboratrices d'une agence de communication ont ajouté des dizaines de passages sur son activité, tels que "lors de l'examen du projet de loi de finances pour 2019, il propose la création du Fonds pour l'accélération du financement des start-up d'Etat, doté de 5 millions d'euros", ou encore "selon lui, il existe deux sortes de dette, la bonne et la mauvaise". Mentions rapidement supprimées. "Propos complètement creux/non informatif", explique le contributeur Erik Bovin, qui pointe aussi des ajouts avec "que des sources primaires, voire pas de source".

Il s'agit là de l'autre nerf de la "guerre culturelle" sur Wikipédia. Pour être admissible, un ajout doit se baser sur ce que la communauté nomme une "source secondaire", c'est-à-dire supposément indépendante, distincte du site de l'intéressé. "Jusqu'en 2004, rien n'était sourcé, se souvient Gilles Sahut. Puis Wikipédia a commencé à essayer des critiques sur sa fiabilité. C'est comme ça que le sourçage s'est imposé. Les sources scientifiques ont d'abord été privilégiées, puis les sources médiatiques se sont imposées." Un gage de qualité, si tant est que les médias ne se trompent pas. L'artiste Ovidie en sait quelque chose : pour le podcast de France Inter "Le code a changé", cette ex-actrice pornographique a raconté, en mai dernier, pourquoi son nom de famille sur Wikipédia est... faux. A la suite d'une contribution au Guardian sous pseudo, l'encyclopédie a présumé qu'elle s'appelait Elodie Becht, ce qui n'est pas le cas. La cinéaste a indiqué l'erreur, mais, entre-temps, d'autres sites ont repris l'allégation, lui octroyant une légitimité supérieure. La mention figure toujours en tête de l'article, lui-même dans les premières réponses de Google sur la comédienne.

"Observatoire des sources"

L'autre enjeu réside dans le choix des médias retenus pour illustrer une page, l'équilibre des titres choisis pouvant jouer énormément sur la teneur d'un article. "Concernant les accusations de viol contre Gérard Darmanin, selon qu'on choisit de mettre en avant les contenus du Monde ou ceux de Mediapart, on aboutit à un paragraphe totalement différent", illustre "Balthazar McPicsou", un administrateur âgé de 23 ans, professeur de mathématiques dans le civil. D'autant que, pour l'encyclopédie, tous les médias ne se valent pas. Gilles Sahut décrit "une prime à l'antériorité : il y a l'idée que les médias qui ont fait leurs preuves dans le temps sont les plus fiables". En novembre 2020, les contributeurs ont mis en place un "observatoire des sources" censé aider les participants à privilégier des contenus fiables. Le Monde, Libération, L'Express ou Le Figaro n'y sont pas mentionnés, car leur crédibilité n'a jamais posé ques-



tion, à l'inverse de celle d'une petite centaine de titres, dont Valeurs Actuelles ou Basta !. Concernant le premier, l'observatoire note qu'il s'agit d'un "magazine marqué politiquement à droite, voire à l'extrême droite", à n'utiliser qu'en complément d'une source secondaire de qualité". Quant au second, qualifié de "site d'information marqué politiquement à gauche, voire à l'extrême gauche", les wikipédiens insistent sur la "nécessité" de respecter le principe de la proportionnalité, c'est-à-dire de ne l'utiliser qu'avec parcimonie. Le chercheur Bruno Julien relève à cet égard que l'encyclopédie "n'a pas d'obligation de retranscrire tous les points de vue qui existent : ce n'est pas un outil neutre. Ce n'est pas un problème, mais il est important que le lecteur s'en rende compte". Depuis quelques années, les wikipédiens parsèment les pages de bandeaux d'avertissement en cas de désaccords importants sur la neutralité de certains paragraphes.

WIKIPÉDIA : LES SECRETS DE LA PLUS GRANDE ENCYCLOPÉDIE DU MONDE

De quoi décourager les officines de tenter de biaiser les pages ? Pas forcément, tant une poignée d'acteurs sont passés maîtres dans l'art de se conformer aux usages de l'encyclopédie. "L'affaire de mai 2020 a montré la capacité de certaines agences à infiltrer la communauté Wikipédia, en contribuant parfois longtemps sur des sujets qui n'avaient rien à voir avec leurs objectifs", estime Pierre-Yves Beaudoin. Marie-Noëlle Doutreix confirme : "J'ai eu un entretien avec une ex-chargée de communication sur Wikipédia à qui on suggérait de contribuer sur son temps libre, pour brouiller les pistes." A ce petit jeu, Rémi Mathis estime que les obsédés de l'e-réputation peuvent gagner... à moitié : "Il est assez facile de flinguer quelqu'un en ajoutant des critiques bien sourcées, qu'on finit par trouver, et en leur donnant une grande exposition.

En revanche, difficile de 'blanchir' une page : vous aurez vite deux-trois wikipédiens sur le dos." Ayant essayé, la direction centrale du Renseignement intérieur (DCRI, renommée depuis DGSI, direction générale de la Sécurité intérieure), a essayé un douloureux échec. En 2013, elle contacte Rémi Mathis pour faire supprimer la page consacrée à la station hertzienne de Pierre-sur-Haute, dans la Loire, qui abrite un centre de communication entre les armées. "La page contient des éléments classés secret-défense", affirment les policiers à l'associatif, à qui ils intimement de supprimer l'article, sous peine de poursuites. Le président de Wikimedia France s'exécute... mais la page est recrée le lendemain par une internaute habitant en Suisse. La page n'avait été vue que quelques centaines de fois, elle devient la plus lue de Wikipédia dans le monde entier. Elle a depuis été traduite en plus de trente langues. Ce jour-là, les services secrets ont expérimenté l'"effet Streisand"... un phénomène né avec le Web auquel Wikipédia consacre une page dotée de 36 sources secondaires. .

Pourquoi il faut protéger Wikipédia des manipulations extérieures

Wikipédia constitue peut-être le projet associatif le plus enthousiasmant de ce début de XXI^e siècle. Il doit être protégé contre les manipulations extérieures. Diderot et d'Alembert en avaient rêvé, des bénévoles anonymes le font tous les jours sur la Toile. Pour zéro euro, chaque Français qui dispose d'un accès à Internet peut consulter en trois clics la composition de l'ensemble des gouvernements de la Ire à la Ve République ou bien se familiariser avec la pensée de Condorcet. S'il le souhaite, l'internaute peut aussi faire le point sur les connaissances disponibles concernant le Covid, bifurquer sur le palmarès du Ballon d'Or 1961 ou plonger dans la recette des artichauts à la barigoule. Wikipédia, c'est à la fois l'Encyclopædia Universalis, le Quid, la mémoire de votre grand-père et un pense-bête ultra-synthétique sur

l'actualité. Une utopie devenue réalité. Voilà vingt ans que l'encyclopédie en ligne, fondée presque par hasard par deux Américains aventureux, révolutionne l'accès au savoir partout dans le monde. En France, ses 2,3 millions d'articles servent de manuel de culture générale aux quelque 32,6 millions de visiteurs qui se sont rendus sur son site en avril 2021.

Bien sûr, ce n'est pas parce qu'une information est écrite sur Wikipédia qu'elle est forcément vraie. En effet, la plateforme fonctionnant sur le modèle collaboratif - c'est-à-dire que tout un chacun peut en modifier le contenu en temps réel - des erreurs sont susceptibles d'être ajoutées. Dans le jargon, cela s'appelle du "vandalisme numérique". Cette supposée fragilité de l'encyclopédie tend pourtant à s'estomper. D'une part, car les pages les plus ciblées par les "vandales" sont étroitement surveillées par des armées de "patrouilleurs", ces bénévoles wikipédiens volontaires pour passer des heures à traquer les "trolls" de la jungle Internet. D'autre part, car les lecteurs les plus avertis ont appris à ne pas se fier uniquement au texte mais à se référer aux sources obligatoires pour chaque paragraphe. Celles-ci doivent renvoyer vers un article extérieur, le plus souvent scientifique ou médiatique.

Un autre type de contenu trompeur possède un potentiel autrement plus dévastateur. Il s'agit des contributions outrancièrement promotionnelles au service de personnalités du monde économique, politique ou intellectuel, auxquelles L'Express consacre cette semaine son dossier de Une. Wikipédia a pris une telle importance que celles-ci sont devenues légion, réalisées par des agences avançant parfois sous un faux nez, celui d'un utilisateur lambda. Parce qu'ils menacent l'indépendance de l'encyclopédie, ces agissements et les techniques sophistiquées qui les accompagnent doivent être connus de tous les lecteurs.

LE TRIBUNAL DE L'UE A STATUÉ EN FAVEUR DU
FRONT POLISARIO

L'UE se prépare à «une interruption» des activités de pêche de ses navires au Sahara occidental occupé

Le Commissaire européen aux Océans et à la Pêche, Virginijus Sinkevicius, a invité les pays de l'Union européenne (UE) à examiner les moyens menant vers de nouvelles possibilités de pêche au sein de l'accord UE/Mauritanie, vu qu'il pourrait être "impossible d'éviter une interruption" des activités de pêche des navires de l'UE dans les eaux du Sahara occidental occupé, a rapporté l'Agence Europe.

En septembre 2021, le Tribunal de l'Union européenne avait statué en faveur du Front Polisario qui soutenait que l'accord de pêche avec le Maroc avait été conclu sans le consentement du peuple du Sahara occidental. Le Conseil de l'UE avait introduit un recours en appel le 16 décembre 2021. Dans ce contexte, le Commissaire euro-

péen a rappelé que cet accord fait actuellement l'objet d'une procédure judiciaire devant la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) dont le verdict devrait être rendu l'automne prochain. Compte tenu de cette procédure judiciaire, M. Sinkevicius a signalé aux ministres de la Pêche des Vingt-Sept qu'il pourrait être "impossible d'éviter une interrup-

tion" des activités de pêche des navires de l'UE dans les eaux du Sahara occidental occupé.

C'est pourquoi il a invité les pays de l'UE à examiner les moyens de trouver de nouvelles possibilités de pêche ailleurs, au sein de l'accord UE/Mauritanie, "car les quotas sont largement sous-utilisés". Dans une précédente déclaration à l'APS, la militante française des droits de l'Homme, Claude Mangin, avait estimé que l'année 2023 serait "décisive" pour

la cause sahraouie, puisque la CJUE doit statuer définitivement sur les accords de libre échange signés entre le Maroc et l'UE et étendus illégalement au Sahara occidental occupé.

Exprimant son optimisme quant à une issue favorable de ce nouveau procès, elle avait fait savoir que les décisions de la CJUE seront cette fois-ci "définitivement approuvées" et "exécutoires".

"On va pouvoir attaquer le Maroc sur ce pillage systématique des ressources naturelles du Sahara occidental, considéré comme étant un crime de guerre selon les conventions de Genève", avait-elle soutenu, tout en mettant l'accent sur le fait que "le Maroc ne pourra plus financer sa politique de colonisation systématique".

Pour rappel, l'accord de pêche Maroc/UE, dont le protocole actuel expire le 17 juillet prochain, est entré en vigueur le 18 juillet 2019. Il permet à 128 navires de l'UE de pêcher illégalement dans les eaux du Sahara occidental occupé.

I.M./Agences

ARMÉE SAHRAOUIE :

Nouvelles attaques contre des positions des forces d'occupation marocaines dans le secteur de Haouza

BIR LAHLOU (territoires sahraouis libérés) - Les unités de l'Armée populaire de libération sahraouie (APLS) ont mené de nouvelles attaques contre les positions des forces d'occupation marocaines dans le secteur de Haouza, leur infligeant des pertes humaines et matérielles considérables, a indiqué, lundi, le communiqué N 774 du ministère sahraoui de la Défense. Selon le communiqué publié par l'Agence de presse sahraouie (SPS), "des détachements avan-

cés de l'Armée sahraouie ont ciblé les retranchements des soldats de l'occupant marocain dans le point d'alerte N 71 des forces d'occupation marocaines dans les régions de Fedrat Laghrab et Fedret el Ach, dans le secteur de Haouza". "Des détachements avancés de l'Armée sahraouie avaient ciblé, dimanche, les retranchements des soldats de l'occupant marocain dans le secteur de Mahbès et les régions Oum Lekta Chadhimia et Amitir Lemkhinza", ajoute la

même source. Les attaques de l'Armée sahraouie se poursuivent contre les forces d'occupation qui subissent de lourdes pertes humaines et matérielles le long du mur de la honte, a conclu le communiqué du ministère sahraoui de la Défense

I.M./Agence

POUTINE :

Les relations russo-africaines sont une "priorité" pour Moscou

Le président russe a mis l'accent sur la coopération de Moscou avec les pays africains notamment dans les domaines de l'énergie et de la médecine, insistant sur la nécessité de doubler les quotas d'étudiants africains dans les universités russes. Récemment, Vladimir Poutine, a passé en revue les relations russo-africaines, soulignant l'intention de son pays de coopérer dans de nombreux domaines avec le continent africain. Poutine a affirmé que les relations russo-africaines sont une priorité pour Moscou qui œuvre à renforcer la coopération avec les pays africains notamment dans le domaine de l'énergie et de la médecine. Il a, en ce sens, signalé que Moscou envisage de doubler les quotas d'étudiants africains dans les universités russes. "Notre pays est déterminé à poursuivre la construction d'un partenariat stratégique au plein sens du terme avec nos amis africains, et

nous sommes prêts à façonner ensemble l'agenda mondial", a expliqué le président russe. Selon l'agence de presse russe, Sputnik, les participants ont, au cours de cet événement, formulé des approches unifiées de la réglementation juridique dans l'économie, l'enseignement et la science, ainsi que dans le domaine de la sécurité. A noter que la deuxième conférence parlementaire Russie-Afrique, qui a débuté le 19 mars et s'est clôturée lundi 20 mars au sein de la Douma (chambre basse du Parlement), à Moscou, s'inscrit dans le cadre de la préparation du deuxième sommet Russie-Afrique programmé pour fin juillet à Saint-Petersbourg. Poutine a affirmé que ce "rendez-vous" sera préparé "très sérieusement", invitant les dirigeants africains et les organisations régionales à y prendre part.

I. M.

MALI-CÔTE D'IVOIRE:

La valeur des échanges commerciaux s'élève à plus de 1,4 milliard de dollars

Les échanges commerciaux entre la Côte d'Ivoire et le Mali, se sont élevés à 913,4 milliards de Fcfa (1,4 milliard de dollars), en 2022, soit une hausse de 45% par rapport à 2021. C'est ce qui a été rapporté par l'agence de presse malienne (AMAP), samedi, citant le chef de la délégation ivoirienne, Abdoulaye Kouyaté, lors de l'ouverture, à Bamako, des travaux des experts, prélude à la tenue de la 4^e session de la grande commission mixte de coopération.

Selon la même source, le Mali est le premier client mondial de la Côte d'Ivoire, mais aussi l'un des plus gros fournisseurs d'Abidjan au niveau mondial.

Kouyaté a, lors de cette occasion, appelé les deux parties à renforcer leurs liens commerciaux notamment à travers l'éradication de toute entrave à l'implantation des activités dans les milieux d'affaires nationaux entre les deux pays et de faciliter l'accès mutuel à leur marché respectif. "Il nous faudra,

également envisager de nouveaux axes stratégiques en vue de renforcer notre coopération et insuffler une nouvelle dynamique aux relations entre nos deux pays...cette relation se veut forte et durable pour faire face aux nombreux défis de l'heure que sont l'insécurité à nos frontières, la lutte contre la pauvreté, l'autosuffisance alimentaire...", rapporte l'agence malienne citant Kouyaté. Cette session de la grande commission mixte de coopération entre les deux pays, intervient, trois mois après le dénouement de l'affaire des 49 militaires ivoiriens arrêtés, jugés et condamnés au Mali, avant d'être graciés par le colonel Assimi Goïta.

A noter que la grande commission mixte de coopération entre le Mali et la Côte d'Ivoire a été lancée à Abidjan en 1977. Elle se tient tous les deux ans et vise à faire le point sur la coopération bilatérale.

I.M.



AU BRÉSIL

Une campagne pour faire entrer Pelé dans le dictionnaire

Quatre mois après sa mort, l'éternel numéro 10 de Santos et de la Selecao fait encore l'objet de nombreux hommages, comme une minute de silence avant tous les matches du championnat brésilien et des compétitions internationales sud-américaines comme la Copa Libertadores ou la Copa Sudamericana.

Durant les années 50, 60 et 70, le footballeur brésilien Pelé est allé quatre fois en Coupe du monde avec l'équipe du Brésil et a marqué 1 280 buts au cours d'une carrière de 1 360 matchs. Au Brésil, où le mot « Pelé » est synonyme d'excellence, son ancien club et une chaîne de télévision ont lancé une campagne pour réclamer que le surnom du Roi du football figure dans les dictionnaires des noms communs de la langue portugaise. Le terme est déjà utilisé fréquemment dans des expressions populaires



comme « c'est le Pelé de la nata-tion » (ou tout autre domaine, y compris extra-sportif), ou « un dribble à la Pelé ». Considéré par beaucoup comme le plus grand footballeur de tous les temps, Pelé, de son vrai nom Edson Arantes do Nascimento, décédé le 29 décembre dernier à 82 ans, est un véritable monument au Brésil.

La campagne « Pelé dans le dictionnaire » a été lancée il y a dix jours par la Fondation Pelé, en partenariat avec Santos, le club où le triple champion du monde a brillé de 1956 à 1974, et la chaîne Sportv, du groupe Globo, plus grand conglomerat médiatique du pays. L'objectif est « d'officialiser Pelé dans la langue portugaise,

comme un synonyme d'exceptionnel, incomparable, unique », peut-on lire dans un communiqué. Le site officiel de la campagne propose même une définition. « Pelé (adjectif): 1. Meilleur que les autres 2. Référence de grandeur. 3. Inégalable. 4. Synonyme d'excellence. 5. Unique. »

R.S.

TENNIS/CHAMPIONNAT D'AFRIQUE ITF/CAT U16

Les Algériens pour une place parmi les ténors africains

L'Algérie s'apprête à organiser le Championnat d'Afrique ITF/CAT des U16 "garçons et filles", du 25 au 29 avril 2023 au Tennis club de Bachdjarah (Alger), avec l'ambition de créer la surprise notamment chez les filles, malgré la rude concurrence attendue. Une compétition qui s'annonce difficile pour les sélections algériennes "garçons et filles" car les meilleurs joueurs et joueuses du continent seront bel et bien présents au Tennis club de Bachdjarah. Autrement dit, les "Verts" seront appelés à aller jusqu'au bout du bout de l'effort pour "tirer leur épingle du jeu face à une armada de joueurs et joueuses africains venus pour rafler la mise". "Le niveau technique sera très relevé car les meilleurs du continent seront parmi nous. J'avoue que nos chances se joueront chez les filles même si la concurrence s'annonce très rude. Notre meilleure joueuse, Maria Badache sera classée tête de série N6 et nos chances dépendront du tirage au sort. J'espère que Badache atteindra le dernier carré et pourquoi pas décrocher le titre à domicile. Même chose pour sa compatriote Wissal Boudjemaoui qui a le profil pour atteindre les quarts de finale et peut être plus", a déclaré à l'APS, Nabil Cheriak, président de la Fédération algérienne de tennis (FAT). Selon le natif d'Annaba, la mission des garçons sera plus "compliquée" et "difficile" car les ténors africains de la catégorie ne viseront que le vermeil en

terre algérienne. "Chez les garçons, j'avoue que le niveau sera très élevé par rapport au tableau des filles. Ce rendez-vous sera une occasion pour la direction technique nationale (DTN) de l'instance fédérale de réaliser une évaluation technique individuelle et collective du niveau de nos joueurs", a expliqué le technicien algérien.

CONFIRMER QUE L'ALGÉRIE EST UNE GRANDE NATION DU SPORT

Le patron de la Fédération algérienne de tennis (FAT) estime que cette échéance africaine est une occasion de plus pour confirmer que notre pays possède tous les moyens nécessaires pour réussir l'organisation de grands événements sportifs. "C'est une occasion pour montrer que l'Algérie est un grand pays qui peut organiser n'importe quelle échéance. Le choix de l'Algérie a été dicté par la série de compétition internationales que notre pays organise depuis des années", a déclaré Cheriak. Selon ce dernier, l'instance fédérale a acquis une grande expérience dans le domaine puisque l'Algérie était le pays hôte de plusieurs échéances continentales par le passé. "On essayera d'améliorer les conditions d'organisation chaque fois en tenant compte de l'expérience acquise dans ce genre d'échéances. Nous avons postulé pour abriter cette compétition suivant le cahier des charges de la Confédération africaine de tennis (CAT) sachant que l'infrastructure de Bachdjarah détient toutes les

commodités demandées", a conclu Cheriak.

SOIXANTE-QUATRE ATHLÈTES ATTENDUS À BACHDJARAH

Soixante-quatre (64) athlètes dont trente-deux filles (32) issus de 19 pays sont attendus à Bachdjarah, à savoir: Algérie, Tunisie, Egypte, Libye, Maroc, Cameroun, Kenya, Burundi, Nigéria, Zimbabwe, Ghana, Togo, Mozambique, Bénin, Angola, Uganda, Rwanda, Îles Maurice, Madagascar. L'Algérie prendra part avec douze (12) athlètes dont six (06) filles. L'organisation de ce rendez-vous continental est confiée à la Fédération algérienne de tennis (FAT) en collaboration avec la Confédération africaine de tennis (CAT) et la Fédération internationale de tennis (ITF).

LISTE DES JOUEURS ET JOUEUSES ALGÉRIENS

Liste des garçons:

- Arris Bahloul
 - Chakib Laihem
 - Kamil Chebboub
 - Wassim Benguergoura
 - Yacine Meghari
 - Fares Benlamari
- Liste des filles:
- Maria Badache
 - Wissal Boudjemaoui
 - Rym Melissa Benamar Kerfah
 - Houda Benamar
 - Lydia Arezki
 - Yara Mebarki.

R.S.

Ligue 1 Mobilis : la 23^e journée reportée pour « cumul des matchs en retard »

La 23^e journée du Championnat d'Algérie de football, Ligue 1 Mobilis, prévue initialement le 5 mai 2023 est reportée à une date ultérieure, en raison du « cumul des matchs en retard », a indiqué lundi la Ligue de football professionnel (LFP). Dans le souci de « donner une chance égale à tous les clubs afin de préserver les valeurs et l'éthique sportives », la LFP a également indiqué que le « programme de la Ligue 1 Mobilis, sera communiqué le 1^{er} mai après que les rencontres de la phase (retour) des compétitions interclubs ainsi que les matchs des huitièmes de finale de la Coupe d'Algérie seront disputés les 28, 29 et 30 Avril ». Par ailleurs la LFP a dévoilé le nouveau programme des matchs en retard, avec deux rencontres prévues le vendredi 5 mai. Il s'agit de JS Kabylie – USM Alger (18^e journée) et CR Belouizdad – ES Sétif (19^e journée). Le programme des autres rencontres de mise à jour du calendrier, à savoir USM Khenchela – JS Kabylie (20^e J), Paradou AC -USM Alger (20^e J), MC Alger – CR Belouizdad (20^e J), JS Kabylie – MC El Bayed (20^e J) et USM Alger – MC Oran (21^e J), sera dévoilé ultérieurement.

Le nouveau programme des matchs en retard :
Vendredi 5 mai /18e journée :

JS Kabylie – USM Alger
19e journée :
CR Belouizdad -ES Sétif

R.S.

50 ÉTUDIANTS ATHLÈTES ONT PARTICIPÉ AU CAMP DE BASKETBALL ACADÉMIQUE À JIJEL

Le premier camp de basketball académique des étudiants athlètes était le premier organisé pendant le mois de Ramadhan, dans la wilaya de Jijel, en collaboration avec le ministère de la Jeunesse et des Sports, la Direction de la Jeunesse et des Sports de la wilaya de Jijel et l'ambassade des Etats-Unis en Algérie. Dans une publication sur sa page officielle Facebook et son compte Twitter, l'ambassade des Etats-Unis en Algérie a souligné que «ce camp a réuni plus de 50 étudiants-athlètes. L'Académie a également sélectionné de jeunes talents pour participer au camp national d'été».

RS

AC AJACCIO BELAÏLI BLANCHI

L'international algérien Youcef Belaïli n'est plus en désaccord avec son club d'AC Ajaccio, et donc point de risque de rupture prématurée du contrat. Le joueur vient, en effet, d'être blanchi par son entraîneur Olivier Pantaloni qui a qualifié l'ancien Usmiste de «gentil garçon», fermant ainsi définitivement la

parenthèse, indiquant n'avoir «aucun souci avec lui». Une grosse polémique avait éclaté après le prolongement de son séjour à Oran au lendemain du match des Verts contre le Niger à Tunis (éliminatoires de la CAN 2023), séchant, du coup, des séances d'entraînement, ce qui a nécessité ainsi l'inter-

vention de la direction du club pour «désamorcer la bombe». Ce fut pour quelques jours seulement puisque le joueur en question sera, quelques jours plus tard, donné partant de l'équipe pour une histoire de «prise de bec» avec son coach.

RS

CRESPIAF:
**UNE FORMATION
POUR LES EXPERTS
AFRICAINS
DU PATRIMOINE
IMMATÉRIEL**

Le Centre régional pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel en Afrique (Crespiaf), organise, du 25 au 29 avril à Alger, une formation de perfectionnement pour les experts du patrimoine représentant les points focaux de l'Unesco dans le continent africain, indique un communiqué du ministère de la Culture et des Arts. Organisé en collaboration avec l'Unesco, cette formation vise à améliorer les connaissances de 44 experts, points focaux de l'Unesco dans 44 pays d'Afrique, chargés, entre autres, de la rédaction des rapports périodiques dans le cadre de la convention de 2003, relative à la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel (PCI), 10 médiateurs, en plus d'experts de l'Unesco et d'experts algériens du Crespiaf et du Centre national de recherche en préhistoire, anthropologie et histoire (Cnrpah). Cet atelier de formation vise à informer les points focaux des nouveaux mécanismes adoptés par l'instance onusienne dans l'élaboration des rapports périodiques, après les nouvelles mesures et modifications apportées à la convention en 2020. La formation vise également à créer un cadre d'échange d'expériences entre les experts du continent et de créer un réseau de points focaux entre les pays africains, membres de la convention de 2003. Avec cette formation, le Crespiaf confirme sa fonction de "lieu focal de rencontre et d'échange" et d'établissement rassembleur pour les chercheurs sur le patrimoine culturel immatériel du continent, en plus de conforter le leadership algérien en matière de sauvegarde et de préservation du PCI. Opérationnel depuis 2018, le Centre régional pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel en Afrique (Crespiaf), est un centre de catégorie 2 placé sous l'égide de l'Unesco, qui répond à la demande des anthropologues africains, réunis lors d'un colloque tenu pendant le second Festival culturel panafricain d'Alger de 2009.

APS

TIZI-OUZOU: LE SALON DU LIVRE D'ATH YENNI DU 27 AU 29 AVRIL

Mouloud Mammeri revient cette semaine

La 3e édition du salon du livre Mouloud Mammeri se tiendra à Ath Yenni, au Sud de Tizi-Ouzou, jeudi prochain durant trois jours (du 27 au 29 avril), a-t-on appris lundi des organisateurs de cette manifestation.



Au programme de cette 3e édition qu'abritera la maison de jeunes Kedache Ali, plusieurs activités littéraires dont des présentations de livres par leurs auteurs, des tables rondes, des ateliers d'écriture et de dessin, ainsi que des communications sur la poésie, le cinéma et le théâtre. Une table ronde sur la production littéraire en tamazight, animée par un trio d'universitaires, Mohand Akli Salhi, Sahir Meksem et Remdhane Boukhrof, sera organisée à l'ouverture du salon. Organisée par l'association cultu-

relle Loisirs de Jeunes de la localité, cette 3e édition, placée sous le thème "Ath Yenni, terre d'écriture" sera, également, marquée par un concours d'écriture destiné aux collégiens sur les auteurs de la région. Un hommage sera également rendu à l'écrivaine et poétesse Djouher Amhis, ancienne professeur de langue française qui s'est consacrée à l'écriture après sa retraite de l'enseignement en 1983. Plusieurs ouvrages de Djouhar Amhis sont des études et analyses pédagogiques des livres de grands auteurs

algériens, tels Abdelhamid Belhadouga, Tahar Djaout, Mouloud Mammeri, Mohammed Dib, Mouloud Feraoun, et Assia Djabar. Elle a également consacré son travail pour faire connaître la poésie et la littérature amazighes, relève-t-on. Les organisateurs rappellent que la 1ère et la 2e édition du Salon du livre d'Ath Yenni, organisées en 2021 et 2022, ont eu "un franc succès" de par le nombre de participants et la qualité des débats, ce qui a été encourageant pour l'organisation d'une 3e édition.

M.Dj.

PREMIER DOCTEUR DANS L'HISTOIRE DE L'ALGÉRIE

Mohamed Bencheneb, pilier de la littérature algérienne moderne

L'intellectuel Mohamed Bencheneb (1869-1929) est considéré comme un des plus éminents penseurs algériens du XXe siècle pour avoir été le premier docteur dans l'histoire de l'Algérie et un des plus importants chercheurs de sa génération, versé dans les domaines des langues, de la traduction et de la littérature comparée. Le grand érudit Bencheneb a marqué l'histoire algérienne par son savoir encyclopédique, son riche parcours dans les domaines de la recherche, de la littérature, de la culture, de l'histoire et de l'éducation, tout en étant un fervent défenseur de l'identité nationale. Cette personnalité hors pair avait vécu durant la période allant de la fin de la résistance populaire jusqu'à la naissance du mouvement national, au sein duquel il s'est affirmé comme un militant qui défendait, corps et âme, la culture algérienne au moment où le colonisateur pensait avoir réussi à l'aliéner. Né le 26 octobre 1869 à Ain Deheb (ex-Takbou), le défunt est issu d'une grande famille de Médéa. Il a reçu ses premiers enseignements auprès de son cheikh, Ahmed Barmak, qui l'a initié aux sciences coraniques, avant de poursuivre ses études dans les écoles primaire et secondaire. Il quitte Médéa pour se rendre à Alger où il rejoint l'Ecole Normale Supérieure (ENS) de Bouzareah. A peine âgé de 19 ans, il devient enseignant de langue et de littérature françaises à l'école du Cheikh Sidali à proximité de la capitale du Titteri. Quatre ans plus tard, Bencheneb rejoint l'école Ibrahim Fatah à Alger, où il se consacra à l'étude de la langue italienne, tout en s'approfondissant dans l'étude de la rhétorique, de la logique et du monothéisme en suivant les cours du

savant Abdelhalim Bensmaïa. Des années plus tard, il obtient un diplôme universitaire en langue arabe de l'Université d'Alger, avant de se consacrer à l'apprentissage des langues espagnole, allemande, latine, persane, turque et hébraïque. Mohamed Bencheneb décroche son baccalauréat en 1896. En 1898, il est nommé enseignant à la medersa "El Kattania" de Constantine. Au début du XXe siècle, il est nommé à la medersa "Thaâlibiyya" d'Alger où il a côtoyé de nombreux savants, oulémas et chouyoukh. En 1908, il est nommé maître de conférences à la Faculté des lettres de l'Université d'Alger et est élu membre de l'Académie scientifique arabe à Damas (Syrie) en 1920, année où il fut le premier algérien à décrocher un doctorat de l'Université d'Alger. Le regretté a pris part à plusieurs Congrès internationaux en Afrique du Nord et en Europe, dont le 14e Congrès des orientalistes tenu à Alger en 1905 et le 17e Congrès des orientalistes à Oxford (Angleterre) en 1928. Mohamed Bencheneb a tissé des relations avec plusieurs intellectuels, dont l'Egyptien Ahmed Timor Bacha, le tunisien Hassan Hosni Abdelwaheb, et les orientalistes espagnol Miguel Palacios et russe Ignati Krachkovsky. Etant polyglotte qui maîtrisait plusieurs langues étrangères comme l'Arabe, le Français, le Farsi, l'Allemand, le Turc, l'Italien, l'Espagnol, le Latin et l'Hébreu, il fut le premier chercheur à s'intéresser aux langues et à la traduction, et à s'ouvrir sur les littératures étrangères, à travers les études pionnières qu'il a réalisées sur les termes turcs et persans utilisés dans le dialecte algérien (Darija). Mohamed Bencheneb publia de nombreuses recherches à

l'instar de l'étude sur les "Sources musulmanes dans la divine comédie de Dante", parue en 1919 dans "la Revue africaine", devenant ainsi le précurseur de la littérature comparée en Algérie. La vie du Cheikh était riche en activités scientifiques et culturelles, côtoyant des savants et des érudits algériens et étrangers. Tout au long de son parcours scientifique, il s'est distingué par son militantisme actif en faveur de la préservation de l'histoire et du patrimoine authentique des Algériens et des Musulmans. Il n'avait jamais hésité à mettre en valeur son costume traditionnel qu'il arborait avec fierté même lors des plus grandes rencontres et conférences internationales. Bencheneb lutta, durant plus de 35 ans, avec l'arme du savoir qui lui servait de bouclier face à la politique coloniale d'aliénation visant à effacer l'identité nationale, laissant derrière lui un précieux legs d'environ une cinquantaine de livres et publications dans les différentes sciences sociales et humaines et les divers domaines, notamment littéraires, intellectuels, et religieux. Parmi ses ouvrages, figurent "Proverbes de l'Algérie et du Maghreb" et "les Mots turcs et persans conservés dans le parler algérien". Le penseur est décédé le 5 février 1929 à l'âge de 60 ans dans la ville antique de la Casbah. Il est inhumé au Mausolée de Sidi Abderrahmane Thaâlibi, où se trouve le cimetière familial, ainsi qu'une rue baptisé de son nom. De nombreux ouvrages ont été dédiés à cette personnalité hors pair notamment "Mohamed Bencheneb: sa vie et son héritage" de Abderrahmane Djillali.

F.Am.

République Algérienne Démocratique et Populaire

Wilaya de Biskra

Daïra de Sidi Okba

Commune d'Ain-naga

N° d'identification fiscale : 0984 07145075812

Avis d'attribution provisoire

Conformément aux dispositions des articles 65 du décret présidentiel n°15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et mandats d'utilité publique, le président de l'assemblée populaire communale de Ain-naga informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé au avis d'appel d'offres national N° :04/2023 de projet suivant :

Approvisionnement Alimentaire Des Cantines Scolaires De La Commune D'Ain Naga

• Paru le 06/04/2023 dans les quotidiens nationaux: *Al-ghad Eldjazairie* et *L'express*

Et conformément aux P.V d'évaluation des offres par rapport aux cahiers de charge, que les marchés ont été attribués provisoirement comme suit :

Dénomination de l'opération	Soumissionnaire retenu	Note technique	Montant de l'enchère avec tous les frais(DA)		Critères de choix
			minimum	Le maximum	
Approvisionnement Alimentaire Des Cantines Scolaires De La Commune D'Ain Naga	Commerce de gros de produits lies a l'alimentation humaine bourafai boubaker -biskra-	66	ⵅ 42.806.803.00	ⵅ 57.637.306.00	Moins disant

Les soumissionnaires qui sont intéressés à prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres techniques et financières peuvent se rapprocher du siège de la commune de Ain-naga dans un délai de 03 jours à compter de la date de la première parution de ce présent avis d'attribution dans les quotidiens nationaux ou BOMOP alors qu'il est possible aux soumissionnaires de présenter leurs recours à la commission communal des marchés public dans un délai de 10 jour à partir de la date de la première parution de ce présent avis dans les quotidiens national ou BOMOP.

L'EXPRESS DU 26/04/2023

ANEP : N° 2316009946

L'EXPRESSDZ

Pour toutes vos annonces publicitaires, anniversaires, félicitations...

Contactez le service pub au numéro de **téléphone/ fax : 023.70.99.92**

Ou adressez-vous au Service pub : sis à la maison de la presse **Abdelkader Safir, 02 Rue Farid Zouiouache, Kouba, Alger**

E-mail : redaction.mehdaoui1969@gmail.com

Suivez-nous sur : www.lexpressquotidien.dz

Ou sur notre page Facebook : **L'EXPRESSDZ**

L'EXPRESS

Sur page Facebook: **L'EXPRESSDZ**

Contactez le service pub au numéro de **téléphone/ fax : 023.70.99.92**

WILAYA DE CHLEF

DAIRA DE TAOUGRITE

COMMUNE DE TAOUGRITE

N ° FISCAL 0984.0206.9023527

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE DU MARCHE

Conformément aux dispositions de L'article 65 du décret présidentiel N° 15- 247 du 16-09-2015 portant la réglementation des marchés publics et des délégations de service public

Le président de L'A.P.C, Informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participés à l'avis d'appel d'offre national ouvert avec exigence des capacités minimales portant les projets suivants:

01 - Réalisation de réseaux d'assainissement à LEDJIAR TRANCHE 1

02 - Réalisation de réseaux d'assainissement à ELMEHADA TRANCHE 1

03 - Réalisation de réseaux de distribution d'eau potable a BENI MERZA et ELGUERAMZIA TRANCHE 1

Paru dans les quotidiens nationaux en arabe **افريك نيوز** le : 26/03/2023, en français *L'express* le:26/03/2023 et le BOMOP et après évaluation des offres le 12/04/2023 que l'attribution provisoire des marché est comme suit:

N°	DESIGNATION DU PROJET	ENTREPRISE	MONTANT EN TTC	N° IMMATRI CULATION	TOTAL DES POINTS	DELAI	OBSERVATIONS
01	Réalisation de réseaux d'assainissement à LEDJIAR TRANCHE 1	AICHOUR MOHAMMED	8 892 429 ,70 DA	197702170023049	60,50 Points	Trois (03) Mois	Meilleure offre de techniquement avantageuse
02	Réalisation de réseaux d'assainissement à ELMEHADA TRANCHE 1	EL ARBI REZIG ABO ERRAHMANE	14 362 467,00 DA	198702320052141	67,50 Points	Trois Mois	
03	Réalisation de réseaux de distribution d'eau potable a BENI MERZA et ELGUERAMZIA TRANCHE 1	AICHOUR MOHAMMED	17 470 294 ,80 DA	197702170023049	60,50 Points	Trois Mois et demi (3.5)	

Conformément aux dispositions de l'article 82 du décret présidentiel N° 15-247 du 16/09/2015

Portant réglementation des marchés publics. et des délégations de service public

Tout soumissionnaire contestataire peut introduire un recours dans les dix (10) jours, à compter de la publication de cet avis, auprès de la commission des marchés communale

Pour les autres soumissionnaires sont invitées de rapprocher au plus tard trois (03) jours à compter du premier jour de la publication de l'attribution provisoire du projet à prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres techniques et financières.

L'EXPRESS DU 26/04/2023

ANEP : N° 2316010080

L'EXPRESS

Sur page Facebook: **L'EXPRESSDZ**

Contactez le service pub au numéro de **téléphone/ fax : 023.70.99.92**

L'EXPRESS

Sur page Facebook: **L'EXPRESSDZ**

Contactez le service pub au numéro de **téléphone/ fax : 023.70.99.92**

Société : en Iran, le timide retour de la cravate

Vu comme un signe d'occidentalisation, l'accessoire de mode porte une connotation péjorative dans la société iranienne. Malgré cela, il devient de plus en plus populaire auprès des jeunes.

Dans un magasin à la mode du nord de Téhéran, Mohammad Javad choisit sa première cravate, longtemps bannie en Iran car symbolisant la décadence occidentale. « Dans notre société, porter une cravate, c'est comme porter un masque avant le Covid. Les gens vous regardent bizarrement et même négativement dans certains quartiers. C'est une question culturelle », dit-il pendant que le vendeur lui ajuste son costume. « Je ne la porterai pas tous les jours, mais je trouve que c'est chic. Ça prendra du temps avant que ça change, mais ça commence », ajoute ce dentiste de 27 ans qui a opté pour cet accessoire vestimentaire afin d'être à son avantage lors du premier rendez-vous avec ses futurs beaux-parents.

Sur le présentoir de ce magasin huppé du boulevard Nelson Mandela, sont exposées des cravates de couleurs variées, en coton ou laine. « Nous en vendons une centaine par mois. Nous les importons surtout de Turquie, mais certaines sont fabriquées en Iran », explique Mohammad Arjmand, 35 ans, directeur adjoint du magasin Zagros. « Les clients en achètent pour des cérémonies ou pour leur travail. Dans ce quartier, deux personnes sur dix croisées dans la rue en portent une et de plus en plus des gens l'ont adoptée », affirme-t-il. Les manifestations déclenchées par la mort en détention le 16 septembre de la jeune Kurde Mahsa Amini, 22 ans – accusée d'avoir enfreint le code vestimentaire strict pour les femmes –, « n'ont pas eu d'effet sur nos ventes », indique le directeur des ventes de Zagros, Ali Fattahi, 38 ans.



SIGNE DE DÉCADENCE

Après la chute du chah en 1979, le clergé iranien, arrivé au pouvoir avec l'ayatollah Ruhollah Khomeyni, avait banni la cravate, qui symbolisait à ses yeux l'assujettissement à la culture occidentale, raconte un commerçant ne souhaitant pas être identifié. La cravate était considérée par la nouvelle classe dirigeante comme un signe de décadence,

précise-t-il. Pour l'avocat Masoud Molapanah, « porter une cravate n'est assurément pas un crime, ni dans la Constitution ni aux yeux de la charia (loi islamique), mais il y a des restrictions vestimentaires dans certains lieux comme par exemple à la télévision ». Aujourd'hui, ministres, diplomates, hauts fonctionnaires ou dirigeants d'entreprises d'État portent sous

leur costume une chemise à col boutonné, ouvert ou col mao.

Disparue des vitrines pendant des décennies, la cravate a fait sa réapparition à l'époque du président réformateur Mohammad Khatami de 1997 à 2005. Pour choisir la sienne, Mohammad Javad est venu accompagné de sa mère qui, vêtue d'un tchador, non seulement l'encourage à franchir le pas mais demande

également au vendeur d'apprendre à son fils comment la nouer. « À une époque, certains ont cherché à la supprimer. La raison invoquée était le rejet de tout signe d'occidentalisation. Il aurait alors fallu aussi supprimer le costume et revenir à l'habit traditionnel porté à l'époque de la dynastie Qajar (1794-1925), ce qui était bien évidemment impossible », assure en souriant cette fonctionnaire de 50 ans.

Dans la même rue, à la tête d'un magasin de la marque française Pierre Cardin, Mehrane Sharifi, 35 ans, note aussi un attrait des jeunes pour la cravate, qui « donne du prestige ». « Souvent, ils viennent choisir un costume et nous leur proposons d'essayer une cravate », explique ce fils et petit-fils de tailleur, montrant sur le mur la photo d'il y a un siècle de son grand-père cravaté. Cet accessoire est quasiment obligatoire pour les Iraniens travaillant dans les représentations étrangères, mais la plupart d'entre eux l'ôtent en sortant dans la rue pour ne pas être la cible de moqueries. « Je noue ma cravate quand j'arrive à l'ambassade car les gens se retournent si vous la portez dans la rue.

Ils penseront que vous êtes un étranger ou que vous avez une réunion très formelle avec des étrangers », confie Sadeq, 39 ans, qui travaille à l'ambassade du Japon à Téhéran. « C'est une question de code vestimentaire. Ces règles ne sont écrites nulle part, mais lorsque vous commencez à travailler dans une ambassade, vos collègues vous disent que vous êtes censé la porter », confie-t-il.

Par l'Orient le Jour

Burkina Faso : deux policiers tués dans une attaque dans le Nord-Ouest

Deux policiers burkinabè ont été tués, mardi, dans une attaque perpétrée par des hommes armés non identifiés contre le commissariat de police de la ville de Tougan, province du Nayala, dans la Boucle du Mouhoun (nord-ouest du Burkina Faso), a appris Anadolu de sources sécuritaires et des habitants. "Suite à l'attaque de Tougan ce jour (mardi) par des hommes armés, le bilan provisoire est de deux éléments tombés avec des blessés et plusieurs ennemis neutralisés", a écrit l'armée dans une note transmise aux médias. La même source précise que les détails sur cette attaque suivront. L'attaque a été rapportée par plusieurs sources concordantes jointes au téléphone par Anadolu. "Au petit matin d'aujourd'hui (mardi), des hommes armés non identifiés ont attaqué le commissariat de police de Tougan. Deux policiers sont tombés. La riposte a permis de repousser les assaillants", a déclaré à Anadolu un responsable sécuritaire régional sous couvert de l'anonymat. Une opération de ratissage est en cours actuellement dans la province, selon la même source. "Nous avons été réveillés ce matin par des coups de feu dans la ville. Des terroristes ont attaqué le commissariat. Il y a eu des dégâts. Nous avons

appris que deux de nos vaillants combattants sont tombés", a expliqué au téléphone à Anadolu Moussa T. Barro, un habitant. Un autre habitant a assuré que la situation était calme dans la matinée de mardi. L'attaque n'a pas encore été revendiquée mardi jusqu'à 11H00 GMT. Lundi, au moins quatre femmes ont été tuées et quatre autres blessées dans l'explosion d'un engin explosif dans la localité de Bagmoussa, dans la province du

Koumpelogo, dans le centre-est, selon les médias locaux qui précisent que ces femmes étaient allées récupérer la dépouille d'un jeune homme tué la veille par des terroristes dans la localité. L'armée burkinabè a multiplié les offensives depuis le 10 mars courant en effectuant plusieurs opérations aériennes dans des localités en proie au terrorisme. Ces opérations ont permis de neutraliser "plusieurs terroristes", selon les autori-

tés militaires. La situation sécuritaire au Burkina Faso est marquée par des attaques terroristes perpétrées depuis 2015 dans plusieurs régions du pays. Ces attaques ont fait de nombreuses victimes et près de deux millions de déplacés internes, alors que plus de 40% du territoire échappe au contrôle de l'Etat, selon des chiffres officiels.

Ouagadougou/Dramane Traoré/pour A.A.

Soudan : Al-Burhan souhaite une armée professionnelle sous le contrôle d'une autorité civile élue

Le dirigeant militaire soudanais, le général Abdelfattah al-Burhan, a déclaré dimanche qu'il souhaitait mettre en place une armée professionnelle sous le contrôle d'une autorité civile élue. "Nous voulons mettre en place des forces armées professionnelles qui ne seront pas impliquées dans la politique à l'avenir et qui ne feront pas obstacle au processus de réforme de l'État", a déclaré le général al-Burhan lors d'un discours prononcé dans la capitale Khartoum. "Nous voulons que toute autorité civile élue ait les forces armées sous son com-

mandement", a-t-il ajouté.

"C'est une bonne occasion de réformer tous les organismes d'État", a déclaré Al-Burhan, précisant : "Nous travaillons à la mise en place de forces armées qui bénéficieront de la confiance de tous les Soudanais".

Le 5 décembre, les forces militaires et politiques du Soudan ont signé un accord-cadre destiné à résoudre la crise qui dure depuis des mois.

Cet accord prévoit la réforme des secteurs de l'armée et de la défense, l'unification de l'armée et l'intégration dans l'armée du corps paramilitaire des

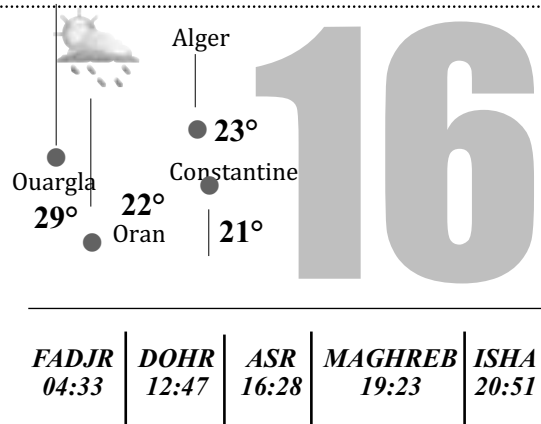
forces d'appui rapide (Rapid Support Forces).

Le Soudan n'a plus de gouvernement depuis octobre 2021, date à laquelle l'armée a écarté le gouvernement de transition du premier ministre Abdalla Hamdok et décrété l'état d'urgence, une décision dénoncée par les forces politiques comme un "coup d'État militaire". La période de transition du Soudan, qui a débuté en août 2019, devait prendre fin avec la tenue d'élections au début de l'année 2024.

Par AA / Khartoum / Bahram Abdel Moneim

43 personnes ont trouvé la mort et 1 982 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation routière survenus durant la période allant du 16 au 22 avril. Selon un bilan établi par la Protection Civile, le nombre d'accidents enregistrés durant cette pério-

de s'élève à 1 581 accidents signalés à travers plusieurs wilayas du pays. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Mila avec trois personnes décédées et 53 autres blessées suite à 43 accidents de la circulation, précise la même source.



L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION//MERCREDI 26 AVRIL 2023 // N°545 //PRIX 20 DA

L'eau dessalée fait l'objet d'analyses périodiques au niveau des stations, les autorités compétentes tenant à un niveau de suspicion zéro, tant qu'il n'y a pas de place pour l'erreur et l'aventure et mettant le consommateur en danger...

Sofiane Zamiche, directeur de développement à Algerian Energy Company (AEC), a révélé que « le nombre des usines de dessalement d'eau va atteindre à 19 stations, à l'horizon 2024. Intervenant hier sur les ondes de la radio Chaîne 1, Sofiane Zamiche a expliqué qu'au cours du premier programme, 11 usines de dessalement ont été réalisées sur la bande côtière, avec une capacité de production de 2,11 millions de mètres cubes par

LES DÉRIVÉS DE DATTES, UN COMMERCE EN PLEIN ESSOR

Le commerce des produits alimentaires issus des dattes est en plein essor en Algérie, au grand bonheur des adeptes de produits naturels désireux de remplacer leur consommation de sucre et de friandises industriels par des produits diététiques à forte valeur nutritive. Favorisées par la tendance de beaucoup de consommateurs à opter pour une nourriture saine, les boutiques commercialisant les dérivés de dattes se multiplient à Alger en proposant plusieurs produits issus de ce fruit béni : sucre, miel et sirop de dattes, pâte à tartiner, confiture, chocolat, café et vinaigre. "L'utilisation des dérivés de dattes est ancrée dans nos traditions culinaires", souligne Salem, propriétaire d'un ancien magasin de dattes dans un quartier de la Basse Casbah.

R.N.



jour. » Dans le cadre du plan d'urgence, « 3 usines de dessalement d'une capacité de production de 70 000 mètres cubes par jour ont été achevées, expliquant que deux (le navire naufragé et le quai) ont été réceptionnés, à condition que la station de Corso soit bientôt prête à augmenter la production avec 80 000 mètres cubes supplémentaires. ». S'agissant du programme complémentaire en cours d'exécution, Sofiane Zamiche a indiqué que « 5 stations supplémentaires sont en cours d'achèvement dans les wilayas d'El Tarf, Béjaïa, Boumerdès, Tipasa et Oran, ce qui assurera la production de 1,5 million de mètres cubes par jour à l'horizon 2024. » L'intervenant a souligné que « le dessalement de l'eau de mer est un processus compliqué qui passe par cinq étapes », soulignant que « nous prenons la rigueur

nécessaire avant de pomper l'eau dessalée dans le réseau de consommation », notant que « l'usine de dessalement d'eau de mer a 25 ans, ce qui nécessite un entretien minutieux. » « L'eau dessalée fait l'objet d'analyses périodiques au niveau des stations, les autorités compétentes tenant à un niveau de suspicion zéro, tant qu'il y a pas de place pour l'erreur et l'aventure et mettant le consommateur en danger », a expliqué l'invité. Il a poursuivi que « l'eau dessalée est plus que bonne en termes d'éléments minéraux qu'elle contient », ajoutant qu'en élaborant le programme complémentaire, le pourcentage d'approvisionnement en eau potable en Algérie sera atteint à 42 %, et le pari est en train d'être atteint à 60% à moyen terme, pour assurer la sécurité hydrique en Algérie, avant de passer à la sécurité alimentaire par l'utili-

sation optimale des barrages et des nappes phréatiques. » Sofiane Zamiche a souligné qu'« à l'horizon 2050, le taux de précipitations en Algérie et en Afrique du Nord diminuera à 20%, ce qui nécessite l'élaboration d'un plan efficace permettant d'éviter toute catastrophe liée à l'approvisionnement des citoyens en eau potable, et de manière proactive, l'Algérie a diffusé un plan stratégique d'investissement dans le dessalement de l'eau de mer au niveau de la grande bande côtière, comme c'est le cas dans le monde qui compte 21 000 usines de dessalement d'eau de mer. » Il a mis l'accent sur le fait que les usines de dessalement de la mer sont financièrement coûteuses, puisqu'un mètre cube coûte de 0,65 à 0,85 dollar (91 à 120 dinars) le mètre cube, ce qui a obligé Algerian Energy Company (AEC) à utiliser des dispositifs qui garantissent une réduction de la consommation d'énergie dans moitié, affirmant que le peuple algérien est conscient de la valeur de la préservation des ressources en eau, dans le contexte de l'aspiration à relever les défis de la réalisation de la sécurité de l'eau à l'horizon 2030, et de l'accès à l'acquisition par l'Algérie de l'expérience nécessaire.

R.N.

FAYÇAL BENTALEB, MINISTRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SÉCURITÉ SOCIALE :

« 2 137 GRÈVES EN DIX ANS, MAJORITAIREMENT ILLÉGALES »

Devant les membres de la Commission des affaires sociales, du travail et de la solidarité nationale du Conseil de la Nation, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Fayçal Bentaleb, a indiqué qu'en dix ans (de 2013 à 2022), les salariés des entreprises, aussi bien publiques que privés, ont enclenché 2 137 grèves, dont 165 à l'échelle du pays. Il a assuré que la majorité de ces débrayages n'ont pas

respecté les procédures et règles légales. Aux sénateurs, le membre du gouvernement a souligné que le projet de loi en examen « interdit les arrêts de travail illégaux, tels que ceux qui paralysent l'activité de l'entreprise pour des raisons politiques, à des fins de solidarité ou pour motif sans lien avec l'intérêt des travailleurs ». Il a poursuivi en soutenant que les dispositions dudit texte de loi « sont venues

consolider les dispositions de la Constitution, et visent principalement à renforcer les mécanismes de prévention des conflits collectifs du travail, notamment en encourageant le dialogue social entre les partenaires sociaux. Ce qui contribuera de manière significative à instaurer la paix sociale et à préserver la rentabilité économique et le développement social ».

R.N.

UN IMAM POIGNARDÉ À MAGHNIA

**LA DIRECTION DES AFFAIRES
RELIGIEUSES ENQUÊTE**

Dans un communiqué diffusé dimanche soir sur sa page Facebook, la direction des Affaires religieuses de la wilaya de Tlemcen a annoncé l'ouverture d'une enquête suite à une agression à l'arme blanche dont a été victime l'imam de la mosquée Badr-Eddine-Amrani de la ville de Maghnia. Selon la même source, le directeur des Affaires religieuses de la wilaya de Tlemcen s'est rendu à l'hôpital de Maghnia où est hospitalisé l'imam victime de cette agression afin de s'enquérir de son état de santé.

R.N.

KAMEL BADDARI
**DES PERSPECTIVES
PROMETTEUSES POUR
LES ÉTUDIANTS PORTEURS
DE PROJETS**

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, s'est dit hier satisfait du niveau de l'enseignement et de la recherche à l'Ecole nationale vétérinaire qu'il a visitée, soulignant : « Cette école est performante dans les domaines de la formation et de la recherche scientifique ». Le ministre a évoqué des perspectives prometteuses pour les étudiants porteurs de projets, qui achèveront leur cursus universitaire en juillet 2023. S'ils investissent dans des startups, ils seront aidés par le ministère de l'Economie des connaissances, par le biais du fonds dédié aux entreprises émergentes. Et d'affirmer que le processus de digitalisation du secteur devient « un levier de réussite pour les étudiants, qui leur permet de transformer leurs idées innovantes en projets réalisables ».

Y.B.

FESTIVAL DE CANNES
UN FILM AMAZIGH EN
COMPÉTITION

L'Algérie sera présente au Festival de Cannes(France) dont c'est la 76^e édition cette année. Cette édition verra la participation d'un film amazigh. L'Algérie sera en effet représentée dans la sélection des courts métrages de la Quinzaine des cinéastes, avec « Axxam yargha, maqar anesahmu » (La Maison brûle, autant se réchauffer) de Mouloud Aït Liotna. Ce court-métrage retrace les adieux d'un jeune homme à la Kabylie avant son départ pour la France. Tourné à Tazmalt, dans la wilaya de Béjaïa, le film est une production exécutive Alpha Tango.

R.N.